

**Cheminelements**

# Conférences

**Jean-Pierre Wallot**

**Centre de recherche en civilisation canadienne-française, Université d'Ottawa**

**LE BAS-CANADA : UNE HISTOIRE MOUVANTE**  
**Du conservatisme atavique à la rationalité limitée**



e m e n t s →

CIEQ 2000



**Cheminelements**

Conférences

Jean-Pierre Wallot

Centre de recherche en civilisation canadienne-française, Université d'Ottawa

**LE BAS-CANADA : UNE HISTOIRE MOUVANTE**  
Du conservatisme atavique à la rationalité limitée

Cet ouvrage est réalisé grâce au soutien financier du Fonds FCAR.

Données de catalogage avant publication (Canada)

Wallot, Jean-Pierre, 1935-

Le Bas-Canada : une histoire mouvante : du conservatisme atavique à la rationalité limitée

(Cheminevements. Conférences)

**ISBN 2-921926-15-6**

**1. Québec (Province) - Histoire - 1791-1841 - Historiographie. 2. Québec (Province) - Histoire - 1763-1791 - Historiographie. 3. Bas-Canada. Acte constitutionnel (1791) - Historiographie. 4. Wallot, Jean-Pierre, 1935- . I. Centre interuniversitaire d'études québécoises. II. Titre. III. Collection.**

FC440.W34 2000

971.4'02'00722

C00-941698-6

**Mise en pages**

Chantal Gaudreault

**Légende de la page couverture**

Saint-Hyacinthe, 1832. Robert-Shore-Milnes Bouchette, Archives nationales du Canada, Ottawa, C-10880.

© Centre interuniversitaire d'études québécoises  
Tous droits réservés. Imprimé au Canada.  
Dépôt légal (Québec et Canada), 3<sup>e</sup> trimestre 2000  
ISBN 2-921926-15-6

CHEMINEMENTS



Cette collection est une réalisation du Centre inter-universitaire d'études québécoises. Ouverte à toutes les disciplines, elle réunit les textes des invités de marque du Centre. Elle se veut un hommage aux collègues qui, à l'occasion d'une conférence, d'un séminaire ou d'un atelier scientifique, ont contribué à la vie intellectuelle du Centre.

*Sans points de repère, il n'y a pas de cohérence...  
le déracinement ne conduit qu'à la ruine et à la dérive.*

A. Bartlett Giamatti





# LE BAS CANADA : UNE HISTOIRE MOUVANTE

## Du conservatisme atavique à la rationalité limitée

Jean-Pierre Wallot

Imaginons une personne élevée sous terre ou claquemurée dans un bunker et qui, soudainement projetée à l'extérieur, par une nuit dégagée et sans lune, lève la tête et se trouve submergée par « l'obscur clarté » des milliards d'étoiles aux denses pulsations. Quelle angoisse doit l'étreindre ? Comment savoir, comment nommer, comment décrypter l'invisible ordonnancement de ces poussières lumineuses qui poudroient dans un vide sans fin. Ainsi ont dû se sentir les premiers humains. Puis ils ont sans doute perçu que certaines arêtes clignotent plus près que d'autres, que quelques éclats étalaient – ceux des planètes – rompent ce fréuissement de feux follets. Avec le temps, ils ont fini par discerner certains bouquets ou certaines géométries qu'ils identifieront plus tard en constellations, plus tard encore en galaxies. À force de dénombrer, d'organiser, de nommer, de baliser ce foisonnement d'abord déroutant et inutile – hormis pour la beauté inquiétante de son infinie floraison –, les voyageurs, les navigateurs, les savants, les devins ont pu s'orienter : pouvoir déterminer où l'on se situe et d'où l'on vient permet de pressentir où l'on risque de se retrouver et de vaticiner des itinéraires plausibles porteurs de rêves, de projets, de futurs encore à inventer. N'est-ce pas ainsi que procèdent, aujourd'hui encore, les astronomes, prédisant le non-vu à partir d'autres phénomènes déjà observés, analysés, dont on a extrait des théories (vraisemblables, mais toujours partielles) explicatives et prédictives ?

Sur leur propre planète, les humains ont voulu incruster des signes de leur passage, au-delà de leur progéniture : depuis les

monuments, fresques, inscriptions, tablettes de pierre et d'argile, jusqu'au papyrus, au papier, à l'art documentaire, aux supports audio-visuels et informatiques modernes, sans parler des arts, des traditions, des institutions, us et coutumes transmis de génération en génération. De ce patrimoine matériel et immatériel sourd un bruissement parfois obscur, mais pesant comme une chape qui pétrit plus ou moins consciemment la mémoire des sociétés. Nous naissons et nous grandissons dans les échos de celles et de ceux qui nous ont précédés, sans toujours nous en rendre compte<sup>1</sup>, même en ces temps où l'instantané, la spontanéité de l'ignorance, aux dires de l'historien anglais Eric Hobsbawm, caractérisent les jeunes générations et tiennent lieu de sagesse, les rendant inaptes à repérer des bornes qu'elles peuvent respecter, outrepasser, déplacer ou remplacer<sup>2</sup>. Cette maladie de l'amnésie, porteuse du vide, de l'absence, de l'incohérence, du non-lieu, se combine trop souvent à des dogmes dictés par l'intérêt, la puissance et parfois même par d'autres, légués comme des certitudes de génération en génération.

De là la nécessité d'archives, de l'histoire et des autres sciences de la mémoire – mémoire toujours en ré-aménagement – pour que nous puissions comprendre, reconnaître, assumer ou rejeter, découper lucidement la part valable de notre héritage et les itinéraires plus conformes à nos attentes. Charles Péguy a tarabulé « l'histoire frigorifique », l'histoire figée, les « mythes fondateurs » aprioristes, assénés et trop ressassés, souvent inconscients, inarticulés, bref tout ce qui gêne le progrès de

l'histoire comme science et de l'histoire comme déroulement de l'action humaine organisée dans le temps, tout ce qui tue la quête de sens<sup>3</sup>. De là l'importance d'une mémoire vivante qui reconstruise en tableaux rationnels, en trames tissées à partir de fils identifiés et de dessins tablant sur des postulats articulés – seule méthode en sciences humaines pour parvenir à une certaine scientificité<sup>4</sup>. Parfois, on hypostasie le comparatisme et le multidisciplinaire comme panacées au subjectivisme inhérent à l'histoire et aux sciences humaines. À moins de définir sa problématique et ses postulats, c'est-à-dire une grille explicite et organisée de questions, l'on risque fort que ce soit la documentation qui soit victime des préjugés des chercheurs et non les chercheurs, victimes des lacunes de la documentation. Sans ce regard rétrospectif et systématique sur le passé – que Gilles Paquet et moi-même avons appelé « *rétrodictions* » –, comment maçonner des *prédictions* plausibles pour le futur ? Ces paradoxes hantent actuellement l'histoire du Canada et du Québec et expliquent en partie l'enlèvement des débats à cause de l'ignorance du passé et des intérêts en jeu. La mémoire, en effet, se souvient, mais oublie également ce qui paraît inopportun<sup>5</sup>.

L'histoire du réel, du concret, récuse l'unité factice du récit consacré que d'aucuns regrettent – par exemple, l'usure et le déchirement de la trace explicative laurentienne, qui font tirer Jack Granatstein sur tout ce qui bouge<sup>6</sup>, ou encore le tableau traditionnel et rassurant de l'histoire du Québec, biffé par les « révisionnistes » que pointe du doigt un Ronald Rudin<sup>7</sup> désemparé car il voudrait ressusciter les mânes de Lionel Groulx et des historiens d'avant 1940 pour confirmer le caractère agricole et clérical de la société québécoise. C'est que l'histoire n'est pas qu'un ordonnancement de « faits ». Elle charpente la compréhension que se forgent les membres d'une société d'eux-mêmes et de leur passé. Elle constitue un arsenal où l'on vient trop souvent trier des armes politiques et idéologiques. Ainsi, jusqu'à tout récemment et même encore, à partir des mêmes faits, d'aucuns profilent le Canada français de jadis, c'est-à-dire d'avant la « Révolution tranquille » (et le Québec français d'aujourd'hui, du moins en puissance à cause de son nationalisme)<sup>8</sup>, comme une société traditionnelle, conservatrice, tribale, inapte à la modernité et à la démocratie, encrassée dans l'obscurantisme économique, social et religieux d'Ancien Régime, « communautariste » et ethnique, donc toujours en

instance de piétiner les droits individuels, seuls valables et porteurs de la modernité libérale. D'autres, au contraire, ont rehaussé ces traits au rang de « vertus des ancêtres », alors que l'historiographie des cinquante dernières années a décelé graduellement des pistes multiples et tortueuses, tantôt porteuses de modernité et d'entrepreneuriat, tantôt charriant des valeurs traditionnelles et communautaires jugées indispensables à la survie du groupe<sup>9</sup>, la tradition et le nouveau chevauchant le plus souvent, surtout avant 1945.

Ces propos peuvent paraître bien abstraits et fort éloignés de l'étude du Bas-Canada. Il n'en est rien pourtant. Car même lorsque l'on approche l'histoire en « innocent », l'historiographie nous renvoie des images qui heurtent, confortent ou complètent l'humus plus ou moins conscient, les postulats et les impressions que l'on porte en soi, issus comme ils le sont de notre éducation, de notre expérience, de ces bruits de la société qui nous entoure et qui prédisposent nos diapasons mentaux à vibrer ou à résister à telle ou telle onde de l'ordre de la représentation. Aujourd'hui, je voudrais illustrer ce propos en abordant, comme on me l'a demandé, mon propre cheminement en histoire du Canada-Québec et plus précisément du Bas-Canada. Il s'agit moins d'un narcissisme dont l'âge ne nous épargne guère que d'une profonde conviction que la démarche historique s'avère complexe et incertaine, qu'elle s'érige sur des construits fragiles liés étroitement aux perplexités du vécu, mais aussi à l'imprévu. En effet, elle implique des questionnements originels, certes, des présupposés parfois têtus, mais aussi, dans une démarche honnête, des dérives inattendues et non programmées. La vague « déconstructiviste » qui anime tant d'historiens aujourd'hui, leur conviction admirable, mais quelque peu ancienne, que l'histoire comporte une forte part de subjectivité<sup>10</sup>, leur volonté de cheville les virements-errements-nuances de l'historiographie à la conjoncture socio-économique et politique, par exemple à la Révolution tranquille, témoignent parfois de la même myopie que celle de certaines approches structuralo-marxistes de la fin des années 1960 en histoire. Tout n'est pas compris dans la prémisses, tout n'est pas tracé à l'avance : il y a l'événement, l'accident, l'imprévu, l'action des humains, les marges, l'exclusion, l'inconscient et le conscient, la curiosité, voire le plaisir, et pas seulement des thèses répondant à des préoccupations immédiates.

Mais on ne peut nier que celles-ci prédominent assez souvent en histoire, surtout au point de départ.

Ce texte personnel aborde d'abord les « origines » – comment je suis venu à l'histoire et avec qui –, puis se tourne vers mes expéditions de recherches et de découvertes, généralement modestes, « respectables » dirait Rudin<sup>11</sup>, mais utiles pour d'autres voyageurs. L'itinéraire n'a pas correspondu à une piste frayée à l'avance, mais a serpenté au gré de braconnages et de trouvailles imprévues et d'intérêts nouveaux, et, en fin de compte, a complété un tour assez complet du « jardin » pour pouvoir en buriner le paysage, les grandes avenues et le relief principal. Encore que le voyage dure encore, que d'autres explorent plus avant d'anciennes ou de nouvelles voies, de sorte que de temporaire, de mouvant et de fascinant qu'il est, tel il demeurera.

## I

Imbibé dès mon jeune âge des volumes d'histoire qui pullulaient dans la bibliothèque de ma grand-mère – notamment les « histoires » des Trois Mousquetaires, plus sérieusement les péripéties de la guerre de 1870 et de la Grande Guerre de 1914-1918, sans oublier les livres français sur « l'héroïque » résistance des Boers –, puis gavé de cours d'histoire au primaire et au cours classique (mon professeur détenait une toute nouvelle maîtrise en histoire du Canada), je décidai de tâter du journalisme. À dix-huit ans, je me sentais trop jeune pour étreindre *une* « vocation » et mon père dirigeait un hebdomadaire local. Rien de plus anodin. Un « déconstructiviste » gloserait sans doute sur le fait que peu de grands-mères catholiques disposaient d'une bibliothèque aussi fournie en ouvrages à l'index et en livres d'histoire très bien illustrés ; que peu de maîtres ès arts en histoire enseignaient dans les séminaires au début des années 1950 ; que les éditeurs-propriétaires de journaux ne pullulaient pas ; que Salaberry-de-Valleyfield, petite ville industrielle au Sud-Ouest de Montréal, abritait un important camp militaire durant la guerre et éprouva les affres d'innombrables grèves dans le secteur du textile jusque dans les années 1950 ; qu'enfin, Groulx avait enseigné au Séminaire de Valleyfield jadis et que sa légende – très rarement sa personne – circulait encore dans ces murs plutôt austères qui n'étouffaient pas la vie. Faut-il en conclure que les structures et la conjoncture me



propulsèrent dans les bras de l'histoire ? Pas du tout.

J'optai plutôt pour la littérature française et anglaise à mon arrivée à l'Université de Montréal, à l'automne de 1954. À l'époque, les collègues-séminaires décernaient un baccalauréat ès arts ou ès sciences, selon l'option choisie à partir de la classe de Belles-Lettres. La faculté des lettres de l'Université de Montréal, elle, offrait un programme de licence, c'est-à-dire un ensemble de 120 crédits divisé en quatre certificats de 30 crédits, généralement étalés sur trois ans. Comme les effectifs en littérature, même en tenant compte des professeurs invités, ne suffisaient pas à alimenter un programme de 120 crédits, je dus compléter mon programme par un certificat en histoire. Il me semblait que cette science humaine étofferait davantage ma formation et mon jugement, surtout qu'à l'époque, dans la foulée de la Guerre de Corée et de la Guerre froide, il m'arrivait de rêver de devenir un correspondant à l'étranger. Fasciné par ces cours d'histoire du Canada, de l'Europe moderne et contemporaine, de l'Antiquité et du Moyen-Âge, je décidai de bonifier ma licence d'une maîtrise en histoire du Canada<sup>12</sup>.

Un mémoire de maîtrise en histoire du Canada, même dans la seconde moitié des années 1950, n'était pas mince affaire, sauf peut-être pour un enseignant en exercice. En effet, une telle orientation détonnait à une époque où triomphaient « ... ici après ailleurs, l'internationalisme, l'universalisme, les invitations à l'intégration lucide (ou autre) dans les grands ensembles. Au Québec, nationalisme équivalait alors à autonomisme, provincialisme, duplessisme, donc à étroitesse, fermeture d'esprit, voire au fascisme. La jeunesse, dont j'étais, applaudissait par inexpérience et avec espoir aux postulats des beaux esprits de la « libre cité » qui, comme imbus d'une science historique infuse, extrapolaient à partir du traditionalisme et du conservatisme observés dans les années 1930-1940, jusqu'aux racines les plus anciennes du Canada français. Ne diagnostiquait-on pas l'inaptitude congénitale des Canadiens français à la démocratie ? »

C'était aussi un temps de durs affrontements entre syndicats de plus en plus militants et patrons capitalistes, de débats sur la laïcisation de la société québécoise et des prodromes de la « Révolution tranquille ».

Il convient d'esquisser ici de façon grossière le paysage historiographique dans lequel devait cheminer ma génération. En

quasi-totalité, les historiens anglo-canadiens d'avant 1960 – et beaucoup d'entre eux par la suite – récusaient le caractère commercial et urbain de la société canadienne d'avant 1760. Ils en dégagent plutôt une dominante agricole et « féodale » ; ils épiloguent sur la misère de la masse, sur l'autoritarisme, la tyrannie et le conservatisme des institutions. Dans ce tableau, la « Conquête providentielle » décerne aux Canadiens le bonheur la liberté et la prospérité sous la Couronne britannique. Quant aux conflits entre Anglophones et Francophones aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, ces historiens les traitent comme des heurts entre des classes sociales et des mentalités inégalement développées, conflits qui se résorberaient avec la prospérité éventuelle et l'émergence de l'État national (qui se muera peu à peu en État-providence). Avec plus ou moins de nuances, ces points de vue imprègnent cette historiographie depuis William Smith, en 1815<sup>14</sup>, à Parkman et Kingsford, dans les années 1880-1890 – Parkman ne lance-t-il pas que seuls les Anglo-Saxons possèdent les qualités nécessaires à l'existence du self-government<sup>15</sup> –, jusqu'à Burt, Creighton, Lower et tant d'autres dans les années 1930-1960 et même au-delà. Les Canadiens auraient vécu une vie dénaturée sous des gouverneurs de leur propre sang, mais se retrouveraient sous une race étrangère<sup>16</sup>. Creighton croit que la Conquête a injecté « dans ce peuple féodal, agricole, arriéré et défait, un enthousiasme nouveau, une force et un leadership différents, ceux du capitalisme moderne anglo-saxon ». Les conflits subséquents résulteront du nationalisme des Canadiens français et de leur conservatisme d'Ancien Régime, d'où les « heurts entre le commercialisme, représenté agressivement par les marchands, et une société semi-féodale décadente, défendue par des paysans et les membres des professions libérales »<sup>17</sup>. Dans notre évolution historique d'après 1760, Lower détecte un trait dominant, soit l'affrontement de deux philosophies : le catholicisme spiritualiste, agraire et conservateur des Canadiens français, d'une part, et le protestantisme capitaliste, matérialiste, accapareur et dynamique des commerçants britanniques. Sa formule « *Habitant, cow and Church* » ramasse bien cette vision historique tout comme son postulat d'une unanimité de tous les groupes au sein de la société canadienne<sup>18</sup>. Quelques incursions très pointues de sociologues anglophones dans de petits villages, dans les années 1930 et au début des années 1940, viennent con-

forter cette vision qu'embrasseront de nombreux intellectuels anglophones et francophones par la suite : l'expression à la mode pour caractériser le Canada français pendant au moins deux décennies, c'est la « *folk society* » ou la « société traditionnelle »<sup>19</sup>. Et bien entendu, le nationalisme canadien-français, « tribal », rembarre la modernité – la société canadienne-anglaise n'étant pas nationaliste ou n'arborant qu'un nationalisme « civique »<sup>20</sup>.

Nombre d'historiens canadiens français – ce qu'on appelle dès les années 1950 l'historiographie traditionnelle – partagent une partie de ces postulats même lorsqu'ils rejettent les interprétations qu'en tirent les historiens anglo-canadiens. Pour des motifs qui tiennent beaucoup aux réalités contemporaines de leurs œuvres, ils retracent pour la plupart une évolution analogue : à la Conquête, défaite et ruine des Canadiens, menace de disparition ; puis ascension graduelle vers l'autonomie politique dans un Canada indépendant, grâce à la fidélité des Canadiens envers leurs lois, leur langue et leur religion, grâce aussi à l'énergie de leurs chefs religieux et laïques, à leurs innétés françaises et catholiques. On reconnaît ici en particulier les positions de Thomas Chapais et de Lionel Groulx, le premier racontant comment notre « nationalité, apparemment blessée à mort en 1760, a pu guérir de ses blessures... », le second retraçant « une évolution en constante ascension... [depuis le] régime de ... colonie de la couronne [jusqu'à] ce terme d'un Québec autonome dans un Canada indépendant »<sup>21</sup>. Il ne restera qu'à étendre au secteur économique les efforts fructueux déployés au niveau politique<sup>22</sup>.

Or, dans les années 1950, déjà, se consolident et se collettent « deux Écoles ». D'abord, celle de Québec ou de Laval, représentée surtout par Fernand Ouellet à la fin des années 1950 et dans les années 1960, en partie par Jean Hamelin et d'autres, mais qui dévieront pour la plupart vers des positions plus nuancées<sup>23</sup>. Pour Ouellet, le principal porte-paroles qui ressasse les thèses de Creighton, mais pousse beaucoup plus loin l'analyse des groupes sociaux et de l'économie, la Conquête n'a provoqué aucune cassure importante dans les structures économiques, sociales et politiques. Cependant, on décèle les mêmes faiblesses dans l'après 1760 que dans l'avant : issue de milieux paysans, moulée dans un enseignement traditionnel et clérical, cramponnée aux valeurs féodales d'Ancien Régime, donc

faible et conservatrice, la bourgeoisie canadienne embryonnaire, presque inexistante, refuse d'assumer le capitalisme, de s'ajuster à un monde en pleine révolution commerciale et de concurrencer la bourgeoisie anglo-saxonne, dynamique et conquérante. D'où la confrontation de plus en plus virulente de deux mentalités, de deux philosophies : l'une (la canadienne), agraire, féodale, catholique ; l'autre (la britannique), capitaliste, moderne et protestante. Heurt aussi d'une classe pauvre (les membres des professions libérales) qui entend se valoriser par la politique en tisonnant la masse au moyen de l'idéologie nationaliste, et d'une classe riche (les marchands britanniques) qui fonde sa puissance sur l'expansion économique<sup>24</sup>.

À l'Institut d'histoire de l'Université de Montréal, comme on le nommait à l'époque, finis ces clichés anciens et nouveaux. Plus de « miracle de la survivance », plus de « revanche des berceaux » à sa racine, plus d'interventions « providentielles », plus d'innéités françaises et catholiques ni de rôle civilisateur des Canadiens français et catholiques en Amérique du Nord ; aveuglement ou illusions chez les élites plutôt que clairvoyance ; estompement sinon abandon de la grande famille minoritaire canadienne-française dispersée à travers tout le Canada et aux États-Unis ; recherche non de ce qui différencie (la culture), mais de ce qui rend semblable aux autres nations – et « normal » –, c'est-à-dire l'agir par soi collectif le plus autonome possible. Considérant les positions de Ouellet comme de l'auto-flagellation masochiste, les Séguin, Brunet et Frégault braquaient plutôt leur éclairage sur les phénomènes de structure au sein du cadre colonial : Conquête, nouvelle colonisation au-dessus de l'ancienne, défaite et ruinée, croissance d'une nation politique éventuelle formée d'une majorité anglophone et d'une minorité francophone, au sein de laquelle l'ethnie défaite ne parviendrait jamais à s'affirmer pleinement, donc déchéance de ses élites, voire de ses idées et de sa culture. « Aux certitudes tranquilles des élites traditionnelles, au destin tragique à la Groulx, à l'héroïsme quotidien à la Trudeau, à l'idéalisme total ou aux intérêts mesquins d'une partie des élites, on opposait l'héroïsme domestique : la condamnation à une médiocrité perpétuelle dont seul le degré pouvait varier »<sup>25</sup>.

L'Institut de Montréal bouillonnait de vitalité, cependant. Des esprits aussi percutants et brillants que Guy Frégault, Michel Brunet

et Maurice Séguin pétillaient dans leurs combats sans répit sur une foule de questions d'histoire ou d'actualité. La légende a tendance à uniformiser « l'École de Montréal », y compris ses « disciples » d'autres générations. Mais les divergences s'exprimaient fréquemment et sans ménagement. Une fois gagné par le néo-nationalisme de Séguin, Frégault trancha trop brutalement : « En 1763, il reste encore des Canadiens, il ne reste plus de Canada »<sup>26</sup>. Brunet traitait surtout de la décapitation de la bourgeoisie et de la déchéance graduelle des idéologies vers les mythes compensateurs qu'engendre inévitablement l'impuissance<sup>27</sup>. Séguin continua à élaborer son système de normes, dont la publication tardive fut posthume (en 1987, puis en 1999)<sup>28</sup>, mais qui imprégnait ses cours dès les années 1950 et, bien entendu, sous une forme de plus en plus développée, dans les années 1960<sup>29</sup>. À ses yeux, les Canadiens (français) souffrent d'une « oppression essentielle » au sens philosophique de l'expression : c'est-à-dire que la Conquête les prive de l'agir par soi collectif, essentiel lui-même au dynamisme et à la vie de la nation dans tous les champs importants de la vie collective (économie, État, culture) ; que cette oppression ne découle pas de persécutions ou de mauvaises intentions, mais de la Conquête en elle-même et du démarrage d'une nouvelle colonisation, britannique celle-là et dotée de tous les éléments essentiels de croissance par sa mère-patrie anglaise, au-dessus des ruines de l'ancien Canada<sup>30</sup>. Contrairement à une autre légende, beaucoup d'étudiants réagissaient assez vivement à la thèse fondamentale de Séguin : nécessaire indépendance pour constituer une nation « normale », impossible indépendance dans le contexte nord-américain, donc condamnation à la médiocrité collective (la provincialisation), perspective peu réjouissante pour des jeunes au début de la vingtaine. Séguin et Brunet tiraient un autre corollaire de ces fondements théoriques et historiques : la nécessité d'exploiter au maximum l'autonomie provinciale pour agir par soi – et la Révolution tranquille allait offrir une scène féconde, quoique modeste, à cette tendance<sup>31</sup>. N'empêche que la médiocrité prédite par eux n'a pas empêché les Québécois francophones de finir par dominer majoritairement l'économie québécoise – ce à quoi les malins rétorquent que c'est la raison pour laquelle elle a ralenti. Mais il s'agit là d'un autre débat.

Maurice Séguin, mon directeur de thèse, me désigna volontaire pour scruter la que-

relle déclenchée par l'imposition de taxes sur les importations en vue de la construction de prisons dans le Bas-Canada, entre 1805 et 1807 : querelle qui suscita la création en 1805 d'un journal britannique, le *Quebec Mercury*, l'organe du parti britannique à la Chambre d'Assemblée, et celle en 1806 du *Canadien*, le journal du parti canadien, ainsi que la prolifération d'articles et de mémoires opposant les deux « nationalismes » s'affrontant dans le Bas-Canada. Du moins était-ce la thèse principale du mémoire que je terminai à vingt-et-un ans – et que d'aucuns citent encore aujourd'hui comme le fin mot de ma pensée sur les luttes dans le Bas-Canada<sup>32</sup> ! Je dois une éternelle reconnaissance à Michel Brunet qui m'apprit comment effectuer des recherches aux Archives publiques du Canada.

Armé d'une licence et d'une maîtrise en mai 1957, je m'improvisai journaliste à plein temps : non à l'étranger car la conjoncture économique, sociale et internationale de l'époque ne s'y prêtait guère, même pour les laïcs instruits – d'ailleurs la grande majorité de mes camarades de classe étaient des enseignants, religieux et religieuses, et quelques jolies jeunes filles amourachées d'étudiants en médecine ou en art dentaire, professions plus porteuses de stabilité financière éventuelle que la littérature et l'histoire ! Ma grande mission historique fut d'essayer de couvrir l'actualité à Valleyfield pour l'hebdomadaire « Le Progrès de Valleyfield » et d'y insérer de temps à autre un éditorial plus étoffé traitant d'enjeux nationaux ou internationaux, tâche fascinante au moment où s'érodait la machine duplessiste. Orphelin de père au sein d'une famille nombreuse, je devais gagner ma vie ainsi et j'y prenais grand plaisir.

Comme je m'ennuyais du cliquetis des discussions et de l'apprentissage universitaires, et que j'avais vraiment mordu à l'histoire, je poursuivis ma scolarité de doctorat (séminaires et lectures) sans projeter de rédiger une thèse de doctorat ni d'enseigner l'histoire. L'avenir semblait bouché de ce côté (sauf pour les « agrégés » de France) tout comme d'ailleurs du côté des quotidiens qui n'avaient que faire d'un jeune banlieusard lointain. En 1959, Michel Brunet me souffla que si j'entreprenais des recherches pour une thèse de doctorat et rédigeais ma thèse dans un délai raisonnable par la suite, il plaiderait ma cause pour me faire engager comme chargé d'enseignement à l'Université de Montréal pour septembre 1961. En

plus de quelques cours de littérature au Séminaire de Valleyfield (à 5\$ l'heure) et de mon travail de journaliste (à 65\$ par semaine), je jouais de l'orchestre les fins de semaine et prenais des photos à des mariages dans la belle saison. Les quelques économies ainsi grappillées plus une bourse de 1,000\$ de la province de Québec – étonnante puisque notre journal critiquait l'Union nationale et soutiendrait les libéraux en 1960 – me permirent de séjourner un an aux Archives nationales (alors « publiques ») du Canada à Ottawa, en 1960-1961, puis d'y passer d'innombrables congés des Fêtes et des étés, là et à l'Archevêché de Québec. À l'époque, il n'y avait pas de déagements pour les professeurs-étudiants en rédaction : il me fallait donc offrir une pleine charge de cours tout en complétant ma documentation et en rédigeant.

Lorsque je débutai mes recherches de doctorat, j'ambitionnais, à la demande de mon directeur de thèse, Maurice Séguin, de couvrir toute la génération des années 1791-1815 (ce qu'il appelait « la seconde génération après la Conquête ») : nouvelle constitution avec un gouvernement parlementaire « truqué » (l'expression est de Groulx) ; mutations dans l'économie et le peuplement – depuis 1783 selon Creighton, à partir de 1802 écrivait Ouellet plus tard ; affirmation du nationalisme canadien-français et du nationalisme britannique, le premier aspirant à une autonomie interne limitée au sein de l'Empire, le second ne voulant rien de moins que l'assimilation et la protestantisation des Canadiens ; apparition de journaux de combat, querelles politiques, sociales et nationales par rapport à l'avenir du Bas-Canada dans l'Empire ; circulation d'idées nouvelles en provenance du monde atlantique ; crise au sein de l'Église catholique et difficultés de démarrage de l'Église anglicane ; lent peuplement des cantons par des immigrants britanniques (surtout américains) ; loyauté tantôt douteuse, tantôt floue des Canadiens (français) vis-à-vis l'Angleterre jusque vers 1807 ; menace américaine, démographique et militaire. Quant à l'agriculture, Séguin n'y attachait plus beaucoup d'importance – du moins, n'y voyait-il qu'un piètre tremplin économique au pays du Québec –, même si elle avait constitué le sujet de sa thèse de doctorat<sup>33</sup>.

Malgré le dépouillement des *Rapports* sur les Archives publiques du Canada et sur celles de Québec – notamment la corres-

pondance des évêques –, des périodiques, brochures et autres imprimés de l'époque, des sources publiques et de fonds privés dans divers dépôts d'archives, il me fut impossible de compiler toute la documentation, publique et privée, sur toutes ces années. Hormis pour les sources imprimées, je dus me contenter des documents aux Archives publiques du Canada pour les années 1800-1812 et des archives religieuses aux Archives de l'Archevêché de Québec pour les mêmes années. Ce qui me permit de soumettre ma thèse de doctorat en 1965 sous le titre *Le Bas-Canada sous l'administration de Sir James Craig (1807-1811)*. L'hypothèse de base, que je reprendrais avec passablement de nuances quelques années plus tard dans *Un Québec qui bougeait* et surtout par la suite, tient en ces quelques extraits d'un chapitre résumant le propos de ma thèse : « Ainsi définie, la crise braque l'un contre l'autre deux grands faisceaux de forces multiples : heurt de deux ethnies, de deux nationalités, à travers des luttes politiques, économiques, sociales, religieuses, idéologiques, sortes de points de rencontre, de choc entre les deux sociétés. Il s'agit là d'une constante omniprésente dans la quasi-totalité des conflits importants. C'est par elle qu'ils se recourent. C'est elle qui différencie justement les contestations dans le Bas-Canada d'avec celles des autres colonies. Elle surplombe en grande partie les fluctuations de l'économie et de la politique, bien que celles-ci peuvent l'exaspérer. La conscience ethnique canadienne, déjà embryonnaire à la fin du régime français, et la conscience ethnique britannique qui s'affirme dès 1764, toutes deux acceptant le lien impérial, se débordent ouvertement dans les débats, les journaux, les brochures, les dépêches et les pétitions. La lutte ethnique ne se substitue pas aux autres conflits (constitutionnel, économique, social, religieux), ne les supprime pas. Elle n'ampute pas l'un pour rehausser l'autre. Elle les intègre en les gauchissant ; elle leur donne leur cohésion et leur vigueur dans le Bas-Canada....Tel nous semble en tout cas l'aspect fondamental, unificateur de tendance mais non unique, de la réalité bas-canadienne »<sup>34</sup>.

On me proposa alors de publier ma thèse, mais je refusai. En effet, un membre important du jury, le professeur Alfred Dubuc – qui venait de participer au jury de thèse de doctorat de Fernand Ouellet à Laval quelques semaines auparavant –, tout en soulignant les qualités de la thèse, critiqua

l'absence de véritable intégration de l'arrière-plan démographique, économique et social. J'en étais d'ailleurs conscient. J'avais bien amassé des quantités importantes de statistiques sur les prix, le commerce maritime, etc., mais ne les avais exploitées qu'assez peu, de façon ponctuelle, sans dégager nettement leurs liens avec l'évolution du reste de la société. D'ailleurs, la courte période couverte par la thèse (de l'été 1807 à l'été 1811), si intense fût-elle, se prêtait mal au déploiement de longues séries statistiques et aux analyses de structures – quoique la conjoncture y était.

Quant à Fernand Ouellet, je ne connaissais de lui que ses débats avec Michel Brunet concernant les conséquences de la Conquête<sup>35</sup>, ses collaborations avec Jean Hamelin sur les prix et la crise agricole, au début des années 1960<sup>36</sup>, et ses articles sur l'évolution du nationalisme canadien-français<sup>37</sup>. J'ignorais à peu près tout de sa thèse et ne l'avais jamais rencontré personnellement. À l'époque et malgré les réunions de l'ACFAS, de l'Institut d'histoire de l'Amérique française et de la Société historique du Canada, les relations entre collègues (surtout les « nouveaux ») étaient beaucoup moins fréquentes qu'elles ne le deviendront par la suite. Mais déjà, je ne pouvais concilier la thèse du surgissement du nationalisme canadien-français aussi tard qu'en 1802 – alors que des éléments essentiels en avaient déjà été articulés dans les années 1780 et 1790<sup>38</sup> –, suite à une « crise agricole » dont mon abondante documentation ne recélait aucune trace. Au contraire, les administrateurs coloniaux se plaignaient de la trop grande prospérité et de ses conséquences, dont la dépravation des mœurs parmi toutes les classes de la société après 1805.

L'année suivante, en 1966, paraissait l'*Histoire économique et sociale du Québec, 1760-1850*, vaste fresque dont la méthodologie se démarquait de l'historiographie canadienne et innovait sur le plan des méthodes. Mais plusieurs des généralisations, des thèses fondamentales et des postulats surtout implicites (mentalité d'Ancien Régime chez presque tous les Canadiens ; crise agricole foudroyante dès 1802 qui aurait engendré le nationalisme canadien-français, idéologie de manipulation exploitée par des élites égoïstes et arriérées ; inaptitude des Canadiens de l'époque, à cause de leur mentalité, à s'adapter à l'économie et aux nouveaux rouages parlementaires ; supériorité des Anglo-Saxons

protestants, etc.) me semblaient en contradiction plus ou moins tranchée avec la trame chronologique détaillée que j'avais échafaudée et avec l'analyse que je hasardais à partir des sources particulièrement riches sur la période 1800-1812. Sur-spécialisé peut-être dans une sous-période capitale, mais courte, je ne distinguais pas ses caractéristiques dans la topographie tracée par Ouellet. En toute justice, il faut admettre que cette fresque générale, tout comme plus tard son *Bas-Canada*<sup>39</sup>, ne fouillait guère en détail cette décennie touffue, hormis sous l'angle d'une prétendue crise agricole arriérée à des mentalités d'Ancien Régime et à une restructuration économique largement tributaire du développement des exportations de bois.

## II

C'est à ce moment précis de perplexité devant tant de contradictions, d'intuitions trop peu documentées et d'un sentiment d'enlèvement dans les mêmes débats, les mêmes sources et les mêmes concepts – ceux des « Écoles » – que muni de mon doctorat, je bifurquai vers d'autres cieux afin d'affiner l'outil de prospection, de tâter d'autres approches conceptuelles, d'autres méthodes et d'autres sources. Je me lançai donc dans un vaste projet de recherche sur le Canada au tournant du XIX<sup>e</sup> siècle en empruntant plusieurs pistes dans l'espoir éventuel de discerner le paysage et non seulement les arbres. Il me fallait sculpter une première vision pré-analytique de la société dans son ensemble, esquisser la totalité pour mieux en identifier les parties et les imbriquer en un tout cohérent et dynamique : en d'autres mots, réconcilier les complexités horizontales et verticales, la diachronie et la synchronie.

Historien au Musée de l'Homme (aujourd'hui : Musée canadien des civilisations), à Ottawa, de 1966 à 1969, professeur à la leçon à droite et à gauche en même temps, puis professeur à Toronto, de 1969 à 1971, à Sir George Williams (Concordia) de 1971 à 1973, et de nouveau à l'Université de Montréal à partir de septembre 1973, j'amorçai ou je poursuivis des chantiers sur quatre fronts à la fois : d'abord une analyse plus poussée des idéologies et des luttes socio-politiques, notamment grâce à l'étude des groupes sociaux, de leurs pratiques politiques ainsi que de la production, de la diffusion et de l'utilisation des imprimés ; ensuite, compte tenu de mes fonctions au Musée, un

intérêt actif pour l'histoire de la culture matérielle et, par extension, des niveaux de fortune et de vie des différents groupes sociaux ; simultanément, une enquête systématique en vue d'une préhension de la socio-économie québécoise au tournant du XIX<sup>e</sup> siècle – la faiblesse relevée dans ma thèse ; enfin, l'explicitation d'éléments conceptuels et de problématiques.

Je cheminai sur ces pistes en exploitant de longs séjours de recherche aux Archives nationales du Québec à Québec (surtout) et à Montréal, aux Archives Molson à Montréal et à celles du collègue des Trois-Rivières (fonds Hart), enfin aux Archives nationales du Canada, dans les années 1968-1975 – elles n'ont d'ailleurs jamais entièrement cessé – pour compulsier tous les fonds alors existants qui comptaient des documents sur la période 1792-1812 et particulièrement les archives notariales. De même ai-je pu examiner à Londres les documents de personnalités britanniques qui ont œuvré au Canada, au Public Records Office et au British Museum, ainsi que les Archives de la Hudson Bay Company (qui seraient transférées plus tard aux Archives provinciales du Manitoba) lors d'un séjour à Londres en 1973. Je profitai également de participations à des congrès internationaux en Europe pour amorcer des collaborations durables. Des subventions de recherche permirent de démarrer et de mener à terme, sur deux décennies, l'examen systématique des livres de comptes des communautés religieuses, de seigneureries et de marchands, ainsi que d'actes notoriés (contrats de mariage, donations, actes de vente, mais surtout les inventaires après décès).

### 1) Le volet des idéologies, des imprimés et des pratiques politiques

Avec Gilles Paquet, John Hare, Michel Grenon, Pierre Tousignant, Jean-Paul Bernard et d'autres membres de l'équipe du Groupe de recherche sur les idéologies au Canada français (GRISCAF), j'ai sondé le monde des idéologies, des influences des idées étrangères, de la production, de la diffusion et du contenu des imprimés, ainsi que de thèmes socio-économiques et politiques tels le Régime seigneurial et les luttes autour du contrôle de l'appareil gouvernemental colonial. Cette enquête, que j'ai poursuivie par monts et par vaux jusqu'à la fin des années 1980, a donné lieu à plusieurs études, particulièrement sur les imprimés dans le Bas-Canada, sur la librairie Neilson, sur l'impact de la Révolution américaine et de la

Révolution française au Canada, sur l'influence des idées étrangères au Canada en matière de monnaie, de pauvreté, de parlementarisme – objet, entre autres, de mon discours présidentiel à la Société historique du Canada en 1983, et d'une communication en France sur Malthus au Canada. Mes collègues et moi avons organisé deux colloques internationaux, l'un en 1969 à Montréal sur « Le Canada et la Révolution atlantique » auquel participèrent Robert R. Palmer et Jacques Godechot<sup>40</sup> –, puis un autre en 1971, également à Montréal, davantage focalisé sur les groupes sociaux et auquel Albert Soboul apporta son concours<sup>41</sup>.

Ces coups de sonde nous accablèrent à la conclusion qu'au-delà de la circulation d'idées étrangères et de la participation des Canadiens français aux débats de leur temps, il fallait approfondir davantage les rapports de production, les groupes sociaux et leur praxis – thème du second colloque du GRISCAF. Pour diverses raisons, les communications parurent séparément. Gilles Paquet et moi-même avons publié la nôtre dans la *RHAF* en 1974<sup>42</sup>. Texte central de notre point de vue, puisque nous tentions de découper les divers groupes sociaux, de cerner leurs fondements économiques, leurs idéologies, leur rôle dans les luttes autour du pouvoir dans la colonie. Mais texte désappointant en ce sens qu'il tomba comme une pierre dans une mare profonde, peut-être à cause d'une introduction trop théorique pour des historiens qui en très grande majorité n'appréciaient guère les incursions dans les théories socio-politiques. On en trouve des échos dans divers travaux que je rédigeai seul ou avec d'autres sur le livre et l'imprimé dans le Bas-Canada, sur l'impact de la Révolution française au Canada, etc.<sup>43</sup>. À vrai dire, ces travaux ne s'élaboraient pas en isolation des autres axes de recherche, mais tous s'inter-fécondaient – je pense par exemple au livre *Patronage et pouvoir dans le Bas-Canada*<sup>44</sup>. Dans « Groupes sociaux et pouvoir », nous sommes parvenus à la conclusion – qui resurgit en partie dans notre brochure publiée par la Société historique du Canada en 1988<sup>45</sup> – qu'aucun des niveaux de conflit (constitutionnel, social, ethnique, économique, religieux, etc.) n'opère en isolation et que « c'est dans le recoupement, la superposition et la conjugaison de ces divers niveaux de conflits que se trouve la spécificité bas-canadienne. C'est donc au niveau du système global qu'il faut ausculter le Bas-Canada puisque son malaise est systémique. Toutes

les interprétations qui partent d'une partie, d'un secteur, d'une contrainte ou d'un niveau de conflit, et qui veulent inférer de là un diagnostic global, ne peuvent que tourner court... [Certes] l'ajout du clivage ethnique complique les jeux d'alliances de groupes qui s'affronteraient autrement qu'aux seuls plans économique, social et culturel... »<sup>46</sup>

La multiplicité des niveaux qui se recourent bouscule vers l'impasse, le pat, les impossibles accommodements. Cette interprétation rejoignait indirectement celle de notre livre *Patronage et pouvoir* où nous soulignons à la fois l'existence d'un patronage de distribution et de répartition en faveur des Britanniques, mais aussi l'impact de facteurs comme le lien impérial (favorisant les métropolitains et leurs alliés coloniaux immédiats) et les coûts d'accès à l'information.

En gros, dans ce volet, les travaux que j'ai commis ou auxquels j'ai collaboré démontrent – et des études plus récentes par une pléiade d'auteurs le confirment<sup>47</sup> – l'insertion du Bas-Canada dans les courants de pensée alors puissants dans le monde atlantique, des liens nombreux et étroits avec l'Angleterre, les États-Unis et la France. Ils rembarrent la notion longtemps tenace (et en renaissance en certains milieux) que le Québec/Bas-Canada s'avérait une colonie close sur elle-même et sur les sillons de ses champs, ignorante des grands événements dans le monde et étrangère aux Lumières. À vrai dire, des travaux pionniers, dont l'œuvre de Marcel Trudel sur Voltaire au Canada<sup>48</sup>, avaient commencé à débusquer divers mythes, depuis celui du conservatisme atavique et de l'ignorance crasse des Canadiens jusqu'à celui de l'emprise d'un catholicisme omni-puissant sur la population canadienne. Par le biais des archives religieuses et d'autres sources, je pus également constater que l'Église catholique ne jouissait que d'une influence bien réduite au tournant du XIX<sup>e</sup> siècle, coïncée qu'elle se trouvait suite à ses relations difficiles avec l'État et les élites canadiennes laïques, à l'indocilité des habitants aux mœurs pour le moins robustes, à la déchristianisation ou au manque de christianisation d'un grand nombre de paroisses suite à une grave pénurie de prêtres<sup>49</sup>. On m'a accusé d'avoir caricaturé la réalité. Pourtant, *L'Atlas religieux* de Louis Rousseau, paru en 1999, renforce et élargit mes intuitions des années 1970. Même aussi tard que dans les années 1830, la proportion de non-pascalisans dans les paroisses de la rive sud de Montréal oscille entre 7% et 35-

40%<sup>50</sup>. D'autres auteurs, dont Pierre Hurtubise, déjà cité, Philippe Sylvain, Nive Voisine, Serge Gagnon, Pierre Savard, Michel Brunet, Francis G. Morrissey, James Lambert, Richard Chabot, Gilles Chaussé, Fernand Ouellet, René Hardy, etc., ont fouillé des questions comme les pratiques religieuses, les attitudes des Canadiens, la lente progression de la puissance cléricale à partir des années 1830 et surtout des années 1840, etc. Ma pierre modeste dans l'édifice ne comptait que quelques apports ponctuels, mais forçait tout de même à reconsidérer certaines conceptions ancrées depuis longtemps<sup>51</sup>.

Cette évocation de la religion indique par ailleurs comment toutes ces « reconnaissances », grâce aux vases communicants des préoccupations et des trouvailles dans les archives, se nourrissent mutuellement. Mais en même temps, elle illustre mon propos du début à savoir l'imprévu qui vient modifier les idées préconçues à l'origine de l'enquête : même si je concluais en 1970-1973 à la faiblesse relative de l'Église catholique et aux mœurs plutôt « normales » sinon relâchées de la population canadienne à cette époque, je m'étais attendu en fait à trouver (comme le suggérait l'historiographie traditionnelle) l'influence déterminante du clergé, la piété et la conduite exemplaire des ancêtres, du moins dans les campagnes, l'harmonie dans ces bonnes paroisses catholiques – et, faut-il l'avouer, une stabilité des structures sociales et mentales, rien qui « bougeait » hormis pour les querelles ethno-politiques. Quel contraste avec la réalité, surtout dans les villes comme Québec et Montréal où se côtoient officiers, bourgeois, membres du clergé, seigneurs, habitants, ouvriers, prostituées, voleurs, ivrognes dans un tintamarre qui dérange jusqu'aux offices religieux le dimanche et les jours de fête. Sans parler des heurts de classes, des projets politiques et constitutionnels fort avancés pour l'époque, des influences extérieures constantes.

## 2) et 3) Culture matérielle, niveaux de vie et étude de la socio-économie

Le second volet chevauchait le troisième et en est venu à s'y fondre, de sorte que je les traiterai simultanément. Arrivé à Ottawa en 1966 et impétueux comme les jeunes de mon âge, j'écrivis au président de l'Association canadienne d'économistes, le professeur Gideon Rosenbluth, pour lui arracher quelques noms d'économistes qui pourraient m'aider à exploiter mes données statistiques

sur les prix et diverses autres réalités. Il me suggéra Gilles Paquet, qui enseignait à l'Université Carleton et dont j'admirais, sans l'avoir jamais rencontré, les travaux sur l'émigration des Canadiens français parus en 1964 dans *Recherches sociographiques*<sup>52</sup>. Et ainsi s'amorça une collaboration – et une amitié – qui perdurerait plus de trente ans<sup>53</sup>. Ma soif d'apprendre (vite) m'avait donc conduit à multiplier les travaux en équipe, rares à cette époque en histoire. Ces collaborations préfiguraient les approches pluridisciplinaires qui se répandraient assez lentement après 1975-1980.

Ne pouvant obtenir de Fernand Ouellet les données brutes (à plus long terme) dont il avait extrait ses graphiques et ses tableaux, nous fûmes acculés à entreprendre – et, dans certains cas, à reprendre ou refaire – une cueillette systématique des prix, salaires, exportations, importations, dépenses publiques, revenus de paroisses et de seigneuries, dîmes, etc., à partir de toutes les sources disponibles pour mieux échafauder notre étude déjà envisagée sur l'économie et la société bas-canadiennes entre 1792 et 1812 : 1) *le commerce international* – étude des flux de navires et de marchandises, des tonnages, de la balance commerciale, des importations et des exportations, de l'impact des fluctuations de la demande internationale sur l'offre domestique, de la substitution du bois, un produit à fortes retombées internes, à la fourrure, produit générateur restreint dans ses effets ; 2) *l'économie domestique* (l'explosion du commerce du bois et son impact sur l'ensemble de la socio-économie – pénétration du marché et modernisation au sens d'élargissement majeur de la matrice économique, avec de nombreux effets en amont et en aval, dont la construction navale –, la montée d'intermédiaires financiers, d'institutions nouvelles, de pratiques modifiées au niveau des relations de travail, les outils financiers et la monnaie, l'écologie des groupes sociaux et leurs fondements économiques, les salaires et les niveaux de vie, le crédit, etc.) ; 3) enfin *l'économie publique*, notamment le rôle de l'État colonial et les conflits autour des finances publiques, du patronage et du pouvoir. Ces chantiers ont abouti à un grand nombre d'articles, de communications, à un livre et à une brochure qui s'échelonnent de 1966 (un article sur le commerce international et sur les prix) jusqu'à la parution récente de nos indices de prix pour Montréal (1760-1867) et Québec (1760-1913)<sup>54</sup>.

D'autres projets mijotent, dont un examen des ventes de terre dans la région de l'Assomption de 1792 à 1835 et un recueil de nos principaux textes, mis à jour et traduits en anglais.

Sans sombrer dans les détails, il convient peut-être de démarquer quelques moments-clé dans cet itinéraire conjoint. D'abord, notre rejet de la crise agricole en 1802 à la Ouellet : exploitant diverses sources et approches, dont un modèle économique d'offre et de demande, un indice des prix à la consommation, l'étude de l'endettement, les revenus des seigneuries et des paroisses, la demande internationale, les nombreuses concessions après 1802, etc., nous avons avancé en 1972, puis en 1975, que les postulats de Ouellet (conservatisme des habitants, demande internationale constante) ne tenaient pas, que les mécanismes de la crise présumée (surpeuplement, rareté et subdivision indéfinie des terres, mauvaises techniques agricoles et chute brutale des rendements) n'opéraient pas, et qu'on ne pouvait capter les prétendus effets (appauvrissement, endettement, etc.). Au contraire, tout pointait vers une prospérité plus grande, dans les villes comme dans les campagnes. Avec le temps, de nombreux travaux, dont ceux de Serge Courville, John McCallum, Allan Greer, Marvin McInnis, Christian Dessureault et bien d'autres – et les nôtres à partir des inventaires après décès – achèveraient cet effort « révisionniste » et nourrirait d'autres questionnements<sup>55</sup>. Sauf Ouellet et quelques manuels peu au fait de l'historiographie récente, on ne retient plus l'hypothèse d'une crise agricole précoce à l'origine du nationalisme canadien – ce qui n'écarte pas la possibilité qu'un malaise s'installe dans les campagnes québécoises, au milieu ou à la fin des années 1830. Quant à notre étude sur le patronage, en 1973, elle innovait sur le plan des méthodes, des données et des conclusions, fort éloignées du néo-nationalisme, trop ethnocentrique dans son interprétation, ou de la thèse de Ouellet imputant aux chefs canadiens des motivations mesquines – la recherche de positions payantes. Enfin, l'article sur les « Groupes sociaux » et un autre sur les discontinuités dans la socio-économie québécoise des origines à nos jours, paru en 1982, tablaient sur une problématique explicite pour mieux discerner les acteurs sociaux et les ruptures structurelles<sup>56</sup>.

Mais déjà, un autre champ d'investigation jouxtait les deux précédents pour les irriguer de données nouvelles et finalement s'y

fondre. Il s'agit des recherches sur la reproduction sociale, notamment sur la transmission des patrimoines. À l'origine, nous avons procédé à un échantillon rigoureux de plus de mille inventaires après décès dans des paroisses bien établies pour divers groupes sociaux, soit les marchands, les membres des professions libérales, les habitants – que nous avons étudiés en priorité –, les menuisiers-charpentiers et les forgerons, afin de mieux étayer nos hypothèses sur les niveaux de vie et la culture matérielle<sup>57</sup>. Éventuellement, compte tenu des critiques (période trop courte – 1792-1812–, échantillon trop petit pour les habitants – entre 15 et 20%), nous avons prolongé nos travaux jusqu'à 1830-1835 et avons entrepris un second échantillon, aussi important que le premier (donc, tous les deux touchant plus de 40% des inventaires après décès d'habitants), mais sans saisie des détails. Le second échantillon a confirmé les tendances dégagées par le premier, beaucoup plus exhaustif. Les deux démontrent une hausse significative du niveau de vie des habitants et l'absence de morcellement des patrimoines fonciers, le principal actif des habitants, malgré les prédictions sombres de tant d'historiens se fiant aux prescriptions théoriques de la Coutume de Paris (partage égal du patrimoine entre les enfants).

L'incroyable entreprise de collaboration entre plus d'une trentaine d'historiens québécois (y compris des étudiants de doctorat) et autant de Français autour de la reproduction sociale s'amorça en 1977 quand Joseph Goy, directeur d'études à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales de Paris, où j'avais donné des cours comme directeur d'études associé, m'incita à l'aider à convaincre les collègues du Québec d'entreprendre un vaste chantier en ce domaine. Ce que nous fîmes à l'automne de 1977 à l'IHAF devant un auditoire québécois plutôt sceptique : sceptique car contrairement à la France, une seule Coutume avait régi le Canada-Québec de 1608 (hormis pour la Coutume du Vexin s'appliquant aux seuls propriétaires de seigneuries jusqu'aux années 1660) jusqu'à la codification et à la modification de la Coutume (parution du Code civil en 1867). Les travaux démarrèrent assez rapidement, et au bout d'une dizaine de colloques officiels ou de participations conjointes à des congrès internationaux, les efforts de ce groupe d'historiens d'à peu près toutes les universités québécoises (et de l'Université d'Ottawa) ont débouché sur un ensemble de conclusions

surprenantes : les inégalités entre groupes sociaux et au sein des groupes eux-mêmes, voire au sein des familles entre les enfants ; inégalités aussi entre vieux et nouveaux établissements, entre colons nouvellement installés et ceux enracinés depuis longtemps ; utilisation de toutes les subtilités de la Coutume et de diverses dérogations pour assurer la transmission de la partie principale du patrimoine à un seul héritier (après le milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, la donation devient l'un des moyens les plus courants car il assure la survie de l'établissement, de la famille ainsi qu'une pension confortable aux parents retirés), donc inexistence du morcellement présumé ; stabilité à l'intérieur des vieux établissements et mobilité autour par l'exclusion des non-dotés qui doivent se trouver une terre ailleurs, avec la variante de Gérard Bouchard pour le Saguenay (et, à son avis, pour le reste du Québec) du déménagement éventuel de toute la famille ; l'importance des concessions de terres par les seigneurs dans la stratégie d'établissement des fils ; le service familial et de plus en plus les exclusions<sup>58</sup>.

Plusieurs collègues ont capitalisé leurs travaux dans le cadre de cette enquête pour débroussailler des sentiers nouveaux. Ainsi, Jacques Mathieu et ses étudiants ont trituré les stratégies matrimoniales et leurs liens à la possession du sol dans la région de Québec. Louise Dechêne a mis à jour les pratiques agricoles des habitants canadiens, fort convenables pour l'époque en Amérique du Nord, contrairement à ce qu'avaient affirmé tant d'historiens, dont Maurice Séguin, Fernand Ouellet et moi-même en 1968. Corinne Beutler a exploité notre corpus d'inventaires après décès pour décrire l'outillage respectable utilisé sur les fermes canadiennes. Au même moment, Gilles Paquet et moi-même établissions que sur les terroirs plus anciens, tous les habitants possédaient au moins une charrue, un ou des chevaux, une ou plusieurs paires de bœufs, ce qui est loin d'être le cas sur le front pionnier où moins de la moitié sont ainsi équipés d'après les calculs de Christian Dessureault. John Dickinson et Micheline Baulant ont comparé les niveaux de vie de paysans canadiens et normands au XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>59</sup>.

Quant à nos propres travaux, Gilles Paquet et moi-même avons documenté une amélioration du niveau de vie dans l'ensemble des groupes sociaux et notamment chez les habitants dans le premier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle, lors même que les écarts de for

tune s'élargissent et que le milieu rural se diversifie suite à la pénétration croissante du marché, au moins dans les régions pouvant communiquer avec les marchés urbains et les lieux d'exportation – marchés urbains plus importants qu'on ne l'a dit, comme l'a démontré Serge Courville dans ses études sur les villages et les petits bourgs parsemant le Québec, même au début du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>60</sup>. Il n'y a donc pas reproduction sociale simple, à l'identique, mais dérive, complexification, diversification : les niveaux de richesse s'accroissent, mais l'inégalité entre les niveaux de richesse des seuls agriculteurs dépasse des ratios de 6, 8, 10 à 1. En outre, une stratégie foncière très nette se dessine : l'habitant choisit d'investir dans la terre parce que cet investissement requiert peu de crédit, que le paysan détient dans ce secteur un avantage comparatif au plan de l'information et que cette voie s'avère efficace pour mieux vivre et établir les enfants. Si la richesse mobilière nette s'accroît en moyenne avec le temps, mais de façon inégale selon les individus et les sous-régions, une corrélation étroite la lie à la superficie du patrimoine foncier. En général, les plus riches possèdent à la fois plus de biens meubles, plus de terre et plus d'animaux, ont plus d'enfants et sont plus alphabétisés<sup>61</sup>. Plus récemment, nous avons soutenu qu'une autre variable contextuelle importante contribue aux inégalités et à la capacité de la majorité des familles de maintenir un patrimoine stable : l'accès au crédit, à l'argent comptant et trébuchant qui sert à régler les achats de terre, ce qui implique une articulation encore plus forte au marché que celle que nous avons d'abord constatée. C'est du moins ce que suggèrent nos publications de 1990, 1991 et 1998 de même que nos recherches actuelles sur l'évolution du prix de la terre dans la région de l'Assomption<sup>62</sup>.

Mais mes propos ont négligé de nombreuses recherches et de riches travaux sur le Bas-Canada depuis une trentaine d'années. On pourrait épiloguer longuement sur les travaux de Serge Courville sur la décentralisation des petites industries dans des villages, sur ses travaux avec Jean-Claude Robert et Normand Séguin sur la Vallée laurentienne au XIX<sup>e</sup> siècle, surtout à partir des années 1830, et sur les *Atlas historiques du Québec* qui sont déjà parus<sup>63</sup>. Que dire des travaux de Jean-Paul Bernard, d'Allan Greer et d'autres sur les Rébellions de 1837-1838, de ceux de Christian Dessureault, Sylvie Dépatie, de Mario Lalancette et d'autres sur

diverses seigneuries et le Régime seigneurial, des études régionales publiées par l'IQRC, des travaux d'anciens(nes) étudiants(tes) sur les négociants de Québec et de Montréal. À ces étudiants(tes) et assistants(tes) de recherche, je dois une dette de reconnaissance énorme : ils et elles m'ont beaucoup appris et m'ont poussé sans cesse à fouiner plus loin<sup>64</sup>.

#### 4) Problématiques

Sur le plan théorique, nous avons utilisé des concepts marxistes, mais non le marxisme (d'où l'épithète d'« éclectisme joyeux » dont nous couronna le regretté Stanley B. Ryerson en 1971)<sup>65</sup>. L'approche des systèmes et des sous-systèmes, la problématique des trois mondes à la Karl Popper (le monde des réalités matérielles, le monde des idées et des idéaux, le monde des institutions qui réconcilie les deux autres au niveau du concret, d'où l'importance de sonder les institutions pour appréhender la dynamique globale), la vision de la socio-économie comme processus institué ou grand jeu avec des sous-jeux séparables à la Akerman pour fins d'analyse (la démographie, les phénomènes de production et d'échange, le système financier, l'écologie des groupes sociaux, l'État et enfin la répartition des revenus et de la richesse). Séparables, ils doivent cependant se conjuguer pour révéler la réalité historique dans ses dimensions verticales (les structures) et horizontales (l'évolution dans le temps)<sup>66</sup>. Il s'agit d'une reconstruction « qui n'est pas sans analogie avec la combinaison de partitions de divers instruments dans une pièce musicale complexe ou avec la reconstitution de la dynamique du corps humain à partir d'une compréhension simultanée des sous-systèmes sanguin, nerveux, musculaire, osseux, etc »<sup>67</sup>.

Ces préoccupations ont profilé des racines dans d'autres directions à l'occasion : soit sur la démarche historique<sup>68</sup>, soit sur les travaux multidisciplinaires ou des thématiques nouvelles à l'époque<sup>69</sup>, y compris une esquisse comparative du processus de maturation des colonies<sup>70</sup>. S'y sont ajoutées des percées occasionnelles sur le présent ou le récent : la prétendue irruption de la modernité et du développement en 1960 avec la Révolution tranquille, la difficulté croissante de parler des « nations fondatrices » dans une société canadienne amnésique et multiculturelle, le pluralisme des ethnies et des cultures au Québec même. En ce sens, la modernisation graduelle, inégale et étalée au début du XIX<sup>e</sup> siècle, avec ses détours et ses

reculs partiels après 1840, rejoint des préoccupations sur l'évolution plus récente du Québec<sup>71</sup>. Mais en 1965 ou 1975, ni Gilles Paquet ni moi-même ne pouvions prévoir 1980 ou 1982 ou 1987-1990 ou 1995. Comme quoi il faut contextualiser avec prudence, sans jamais tomber dans les déterminismes trop fermes et les procès d'intention.

#### Conclusion

Ce serait tortueux, toujours en questionnement et en recherche d'aboutissements eux-mêmes plausibles, mais incertains, livre des points d'interrogation, mais aussi un certain nombre de constatations. D'abord, les études en cours sur le Bas-Canada depuis trente ans constituent beaucoup de chantiers encore actifs et ouverts, mais peu d'édifices achevés. La nécessaire tension pour saisir l'ensemble accule inévitablement à l'ouverture de multiples fronts de recherche qui, à moyen terme, devraient permettre la formulation de synthèses mieux adossées à un ensemble d'arcs-boutants géographiques, démographiques, économiques, sociaux, politiques et culturels.

En second lieu, en histoire du Bas-Canada – comme en histoire en général –, il faut souvent se résigner à une approche par approximations successives, avec des forages dans l'avant et dans l'après. Ce n'est qu'avec le temps que j'ai mieux assumé ces propos que j'énonçais (après bien d'autres) il y a vingt ans : l'histoire n'est que provisoire, une série de dépassements dans la compréhension de la vie passée et présente. « Elle n'est pas une réponse donnée une fois pour toutes, une certitude pour rassurer, mais... une problématique en devenir, qui se corrige et s'ajuste toujours mieux à son objet par retouches successives. De sorte que ce que l'historien écrit un jour, lui-même ou d'autres doivent le nuancer, le modifier, le contredire et y ajouter le lendemain. C'est là, finalement, l'acte de foi principal de ces décennies de labeur et de découvertes : ne jamais trouver entièrement, ne jamais tomber dans la certitude et le définitif, ne jamais être parvenu... État qui se rapproche de l'anxiété, de l'inquiétude, de l'incertitude du vécu, qui oppose la discontinuité, l'hétérogène et la diversité aux certitudes, au continu et à l'unité factice<sup>72</sup> ».

En ce qui a trait plus précisément au Bas-Canada, l'historiographie traditionnelle – entendons la quasi-totalité des historiens jusqu'en 1965-1970 et bien d'autres par la suite – a réduit l'expérience socio-économique du

Bas-Canada à une confrontation entre deux peuples ou classes ou philosophies de vie antinomiques : d'une part, une masse française, féodale, rurale et catholique d'habitants dominée par des élites professionnelles conservatrices, qui en émanent en grande partie, et des seigneurs d'Ancien régime, d'autre part, une classe ou un groupe d'hommes d'affaires anglo-saxons, entreprenants, dynamiques, capitalistes (un peu avant leur temps!), protestants et libéraux. Et c'est de ce dualisme culturel présumé, du conservatisme assigné aux Canadiens et de l'égoïsme de leurs élites politiques, que découlerait toute une série de conséquences « expliquant » la plupart des problèmes socio-économiques décelés dans le Québec des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles – et même après : infériorité pour ne pas dire quasi-inexistence économique, surpeuplement, morcellement constant du sol et des héritages, techniques primitives, chute des rendements, crise, appauvrissement croissant. Cette perspective et ses ramifications politiques mal camouflées ont inspiré toute une série de travaux qui « ont proposé une explication *culturelle* à une série de phénomènes allant des Rébellions de 1837 à la production différentielle des agricultures québécoise et ontarienne au 19<sup>e</sup> siècle, au retard économique des Canadiens français en général et à l'anémie de leur entrepreneurship jusqu'au milieu du 20<sup>e</sup> siècle <sup>73</sup>. Ce chromo de l'habitant culturellement inférieur, démuné, tiraillé par diverses angoisses, que Lord Durham voudra délivrer de sa misère à la fin des années 1830, incapable de poursuivre des objectifs économiques et d'imaginer des stratégies socio-économiques à cause de son conservatisme atavique, on le retrouve chez Chapais, Groulx, Burt, Lower, Creighton, Séguin, Jones, Parker, Ouellet, Faucher et bien d'autres, avec plus ou moins de nuances.

À cette vision de l'habitant corseté par un déterminisme culturel, Paquet et moi-même avons opposé celle d'un être rationnel – ni plus ni moins rationnel que les autres –, armé d'une rationalité certes limitée et soumise à de nombreuses contraintes (coûts de prise de décision et de transaction, incertitude du milieu ambiant, accès plus difficile aux facteurs de production et d'échange), mais capable d'adopter des comportements adaptés à son contexte différent de celui de ses compatriotes britanniques. Au lieu de nous apparaître comme un être « culturellement programmé », empêtré dans un dé-

terminisme de misère et de fatalisme, l'habitant, dans notre vision, devient « un agent économique pro-actif opérant de manière stratégique dans un milieu qui l'oblige à manœuvrer différemment selon les « circonstances <sup>74</sup>. Ainsi, l'habitant « a choisi de se donner une stratégie d'accumulation de la richesse et... de centrer cette stratégie sur le secteur qu'il connaît le mieux et dans lequel les désavantages relatifs sont les moindres pour lui. Ce secteur, c'est l'agriculture, et l'outil central de cette stratégie d'accumulation de richesse, c'est le capital foncier <sup>75</sup>...

La bourgeoisie de Montréal agira de même plus tard au XIX<sup>e</sup> siècle<sup>76</sup>. En fin de compte, nous a-t-il semblé, l'habitant vise à améliorer son sort et à installer ses enfants. « Pour ce faire, il essaie moins de maximiser ses taux de profit à court terme que de maximiser sa richesse terminale transférable à ses enfants sous la contrainte d'une mise de fonds originelle limitée par un manque d'accès au marché du capital <sup>77</sup>.

Il est possible de généraliser cette approche aux autres groupes de la société bas-canadienne/québécoise, du moins à titre d'hypothèse. Peut-être porterions-nous sur eux un regard neuf, moins myope, moins politisé et moins ligoté par les mythes du passé. D'ailleurs, n'accuse-t-on pas déjà nombre de « révisionnistes » de tenter l'expérience ? Cette étape nécessaire m'a inspiré le titre de cet essai personnel : « Du conservatisme atavique à la rationalité limitée ».



## Notes

- « Dans les vivants que nous sommes, survivent combien de morts qui nous expliquent. » (Lionel Groulx, « Un Institut d'histoire *Revue d'histoire de l'Amérique française [RHAF]*, 2 (déc. 1948), pp. 472-473).
- Voir son texte cité par Ken Osborne, *Bulletin de la Société historique du Canada [Bulletin]*, 22 (été 1996), p. 4.
- Jean-Pierre Wallot, « Histoire, science de la vie » in *Présentations [...] à la Société royale du Canada, 1979-1980*, Ottawa : SRC, 1980, pp. 33-47 *idem*, « De l'indiscipline historique et de la régulation des passés au présent » *Liberté*, n° 147 (juin 1983), p. 57-62, et « Histoire et la recherche du sens. Discours de réception à l'Académie canadienne-française » *RHAF*, 37 (mars 1984) : 533-542 *idem*, « Les archives : un lieu de conservation, de mémoire et d'information » *Actes du XXVI<sup>e</sup> Congrès de l'Association des archivistes du Québec, Aylmer, 1997*, Sillery : AAQ, 1998, pp. 53-73.
- « The method provided by logic to overcome biases and making research "objective" ... in the field of the social sciences, is to select and make explicit value premises, tested for their feasibility and logical consistence, and for the relevance and significance in the society under study. Bringing the valuations... out in the open, dissolves the indeterminateness that make biases possible ». (C. Myrdal, « How Scientific Are the Social Sciences » *Économies et sociétés* (Cahiers de l'I.S.E.A.), 6 (août 1972), pp. 1473-1496.
- Sur ces points, voir G. Paquet et J.-P. Wallot, « Pour une méso-histoire du XIX<sup>e</sup> siècle canadien » *RHAF*, 33 (1979-1980), p. 387-425 ; Jacques Mathieu, « La langue de la commémoration » in Thomas H. B. Symons, dir. *Les lieux de la mémoire : la commémoration du passé du Canada*, Ottawa : Société royale du Canada, 1997, pp. 41-50 ; Gail Cuthbert Brandt et Tim J. A. LeGoff, « Mémoire à la Commission royale de l'Ontario sur l'éducation » *Bulletin*, 20 (été 1994), p. 3-4 Arlette Farge, *Des lieux pour l'histoire*, Paris : Seuil, 1997, pp. 82-90 *passim* ; n° spécial d'*Histoire sociale*, 58 (novembre 1996) ; Michel Foucault *L'archéologie du savoir*, Paris : Gallimard, 1969 ; Jacques Grimard et J.-P. Wallot, « Culture, archives et développement » *Archives*, 27, 3 (1996), pp. 3-10.
- Jack Granatstein, *Who Killed Canadian History*, Toronto : Harper Collins, 1998.
- Ronald Rudin, *Faire de l'histoire au Québec*, Sillery : Septentrion, 1998.
- Voir par exemple Ramsay Cook, *Canada, Québec, and the Uses of Nationalism*, 2<sup>e</sup> édition revue, Toronto : McClelland & Stewart, 1995 ; les très nombreuses publications de Fernand Ouellet, dont l'introduction et la conclusion à son *Histoire économique et sociale du Québec, 1760-1850*, Montréal : Fidès, 1966. Pour un exemple plus ancien et caricatural, voir Pierre Elliott Trudeau, introduction à *La grève de l'amiante*, Montréal : Cité libre, 1956.
- J.-P. Wallot, « Amérique française, Canada, Canada français, Québec... » in Robert Lahaise, dir., *Québec 2000*, Montréal : HMH, 1999, pp. 17ss ; Gérard Bouchard et van Lamonde, dir., *La nation dans tous ses états. Le Québec en comparaison*, Montréal : IHarmattan, 1997.
- Pour une critique de ces vues sur le Québec dans une approche comparatiste, voir Linda Cardinal, « The Other Atlantic World: History and Politics in Quebec, with Reference to Scotland and Ireland », mai 2000, à paraître. Sur l'alternance modernité-traditionalisme, voir Abdallah Laroui, *La crise des intellectuels arabes, traditionalisme ou historicisme*, Paris : Maspéro, 1974.
- Paul Veyne a bien exposé la question dans *Comment on écrit l'histoire : essai d'épistémologie* (Paris : Seuil, c.1971), tout comme Michel de Certeau (*L'écriture de l'histoire*, Paris : Gallimard, 1975), Michel Foucault dans un grand nombre d'ouvrages (*Dits et écrits*, 2 vol., Paris : Gallimard, 1994), Gérard Noiriel (*Sur la crise de l'histoire*, Paris : Belin, 1994), aussi E. H. Carr *What is history?* [...], Londres : Macmillan & Co, c. 1961 ; Jacques Dériida, *De la grammatologie*, Paris : Éditions de minuit, 1967, *L'écriture et la différence*, Paris : Seuil, 1967, et *Deconstruction in a Nutshell : A Conversation with Jacques Derrida*, New York : Fordham Univ. Press, 1997; en contexte canadien, Véronica Strong-Boag, « Contested Space The Politics of Canadian Memory » *Journal of the Canadian Historical Association, Calgary*, 1994, 5 (1994), pp. 3-17, et introduction à son *Painting the Maples: Essays on Race, Gender, and the Construction of Canada*, Vancouver : Univ of British Columbia Press, c.1998.
- R. Rudin, *op. cit.*, p. 210.
- Voir J.-P. Wallot, « Histoire, science de vie », pp. 35ss, et « Histoire et la recherche du sens... », pp. 537ss.
- Idem*, « Histoire, science de vie », p. 35.
- William Smith, *History of Canada [...]*, 2 vol., Québec : John Neilson, 1815 ; John Fleming, *Political Annals of Lower Canada [...]*, Montréal : Montreal Herald, 1828.
- Francis Parkman, *The Old Regime in Canada*, Boston : Little, Brown & Co, 1889, pp. 395-401, et *Montcalm and Wolfe*, Boston : Little, Brown & Co, 1922, vol. 2, p. 427 ; William Kingsford, *The History of Canada*, 10 vol., Toronto : Rowell & Hutchison, 1887-1898, vol. 4, pp. 431-444, 451, et vol. 2 pp. 99-100. On retrouve les mêmes thèses dans les séries *Canada and its Provinces*, 23 vol. Ottawa : Public Archives of Canada, 1912-1916, *The Makers of Canada*, 21 vol., Toronto : Morang, 1906-1911, et *Chronicles of Canada*, 32 vol., Toronto : Brood, 1914-1916.
- A. L. Burt *The Old Province of Quebec*, Toronto : Berson, 1933, pp. 12, 56, et *A Short History of Canada for Americans*, Minneapolis : University of Minnesota Press, 1942. Voir aussi F. P. Walton et D. McArthur dans *Canada and its Provinces*, vol. 3, pp. 4ss, 24ss, 280ss ; Rosa Langstone, *Responsible Government in Canada*, Londres et Toronto : J. M. Dent, [1931] ; G. M. Wrong, *The Canadians : The Story of a People*, Toronto : Macmillan, 1938.
- Donald G. Creighton, *The Commercial Empire of the St. Lawrence*, Toronto : Berson, 1937, pp. 21, 136 *passim*, et *A History of Canada. Dominion of the North*, Boston : Houghton Mifflin, 1944, (rééd. 1958), pp. 144, 155, etc. Les traductions sont miennes.
- A. R. M. Lower *Two Ways of Life: The Primary Antithesis of Canadian History* » texte de 1943 repris in *Canadian Historical Review*, éd.,
- Approches to Canadian History*, vol. 1, Toronto : University of Toronto Press [UTP], 1967, pp. 15-28 *idem*, *Colony to Nation. A History of Canada*, 2<sup>e</sup> éd., Toronto : Longmans, 1947, pp. 48-50, *Canada, Nation and Neighbour*, Toronto : Ryerson, 1952, pp. 48-49 *passim*. On retrouve un point de vue semblable dans Louis Hartz, *The Founding of New Societies [...]*, New York : Harcourt, Brace & World, [1964], pour qui la Nouvelle-France (et le Québec plus tard) constitue un fragment féodal et conservateur de la France des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles. Pour des points de vue opposés, voir R. J. Ossenberg, « The Conquest Revisited Another Look at Canadian Dualism » *Canadian Review of Sociology and Anthropology*, 4 (1967), pp. 201-217, et Linda Cardinal, *op. cit.*, mai 2000.
- Léon Gérin, « Habitant de Saint-Justin » in Jean-Charles Falardeau et Philippe Garigue, prés., *Léon Gérin et l'habitant de Saint-Justin*, rééd., Montréal : Presses de l'Université de Montréal [PUM], 1968, pp. 49-128 ; Horace Miner « The French-Canadian Family Cycle » *American Sociological Review*, 3 (octobre 1938), pp. 700-708, et *St. Denis. A French-Canadian Parish*, Chicago : Univ of Chicago Press [UCP], 1935 ; Everet C. Hughes, *French Canada in Transition*, Chicago : UCP, 1943. Ces thèses furent endossées sans esprit critique par bon nombre de sociologues et d'historiens québécois, dont Hubert Guindon (*Quebec Society: Traditionalism, Modernity and Nationhood*, Toronto: UTP, 1988), Marcel Rioux (*La question du Québec*, Paris : Seghers, 1969), Albert Faucher (« La dualité canadienne et l'économie » in A. Faucher, *Histoire économique et unité canadienne*, Montréal : Fidès, 1970, pp. 145-160 et la conclusion), et d'autres. On en trouve les traces dans des œuvres aussi récentes que celles de Léon Dion (*La Révolution dérotée, 1960-1976*, Montréal : Boréal, 1998) et Pierre Elliott Trudeau (*La société canadienne-française*, Montréal : Hurtubise, 1967). Pour une critique de ces modèles et de quelques autres, y compris celui de Chayanov, un temps populaire chez les historiens québécois au milieu des années 1980, voir Gérard Bouchard, « Marginality, Co-Integration and Change : Social History as a Critical Exercise » *Journal of the CHA 1997*, nouvelle série, vol. 8, Ottawa : SHC, 1998, pp. 28ss ; surtout G. Paquet, « Hubert Guindon, hérisson », *Recherches sociographiques*, 30 (1990), pp. 273-283, et « Marcel Rioux, situationologue, ou de l'incommensurabilité des manières d'être » in J. Hamel et L. Maheu, dir. *Sociologie critique, création artistique et société contemporaine. Hommage à Marcel Rioux*, Montréal : Éd. Saint-Martin, 1992, pp. 121-144.
- Michael Ignatieff, *Blood and Belongings*, Toronto : Penguin Books, 1994, p. 153 *passim* ; Will Kymlicka, *Finding Our Way. Rethinking Ethnocultural Relations in Canada*, Don Mills : Oxford Univ. Press, 1998, p. 155, *passim*. Pour une critique de leur position, voir Linda Cardinal, *op. cit.*
- T. Chapais, *Cours d'histoire du Canada*, 8 vol., Québec : J.-P. Garneau, 1919-1934, vol. 1, pp. 4-5, et L. Groulx, *Histoire du Canada français depuis la découverte*, 4 vol., Montréal : Action nationale, 1950-1952, vol. 3, pp. 8-15 et 17-119.
- Errol Bouchette développera cette idée dans *L'indépendance économique du Canada français*,

- Montréal Wilson & Lafleur, 1913 (3<sup>e</sup> éd.). Elle s'exprime aussi, plus ou moins explicitement, dans les enquêtes de l'*Action française* en 1920, 1923 et 1927.
23. Il ne m'apparaît pas utile de classer Marcel Trudel dans une école en particulier. Érudite et prudent, il a formé beaucoup d'historiens et travaillé avec nombre de collègues de diverses tendances.
  24. Une énumération exhaustive des œuvres de Ouellet qui traitent de cette question serait trop longue. Qu'il suffise de mentionner son *Histoire économique et sociale du Québec* (notamment l'introduction et la conclusion), son *Louis-Joseph Papineau, un être divisé* (Ottawa, brochure de la Société historique du Canada, 1960), « Les fondements historiques de l'option séparatiste dans le Québec » *CHR*, 43 (1962), pp. 185-203, « Le nationalisme canadien-français : de ses origines à l'insurrection de 1837 » *CHR*, 45 (1964), pp. 277-292. Voir aussi Jean Hamelin, *Économie et société en Nouvelle-France*, Québec : Presses de l'Université Laval [PUL], 1960.
  25. J.-P. Wallot, « Histoire, science de la vie », p. 37.
  26. Guy Frégault, *La guerre de la Conquête*, Montréal : Fidès, 1955, conclusion, et aussi *La société canadienne sous le régime français*, Ottawa, brochure de la Société historique du Canada, 1960, p. 15. Jean Blain a qualifié cette approche des trois historiens (le développement d'une société coloniale petite, mais normale, appelée à s'émanciper éventuellement) de postulat « génétique » (« Économie et société en Nouvelle-France. L'historiographie des années 1950-1960. Guy Frégault et l'École de Montréal » *RHAF*, 28 (septembre 1974), pp. 178ss).
  27. Voir notamment Michel Brunet, *La présence anglaise et les Canadiens*, Montréal : Beauchemin, 1958, et *Les Canadiens après la Conquête, 1759-1775*, Montréal : Fidès, 1968.
  28. Maurice Séguin, « Les normes » in Robert Comeau, dir., *Maurice Séguin, historien du pays québécois vu par ses contemporains*, Montréal : VLB, 1987, pp. 19-144, et plus récemment dans Pierre Tousignant et Madeleine Dionne-Tousignant, *Les normes de Maurice Séguin, le théoricien du néo-nationalisme*, Montréal : Guérin, 1999, pp. 99-240. Séguin applique ses normes à l'histoire du Canada dans *L'idée d'indépendance au Québec. Genèse et historique*, Trois-Rivières : Boréal, 1968.
  29. Le titre en était alors *Sociologie du national*.
  30. Pour plus de détails sur sa pensée, voir « Les Normes » ; aussi Jean Lamarr, *Le devenir de la nation québécoise, selon Maurice Séguin, Guy Frégault et Michel Brunet*, Sillery : Septentrion, 1993 ; J.-P. Wallot, « À la recherche de la nation : Maurice Séguin (1918-1984) » *RHAF*, 38 (printemps 1985), pp. 569-590, reproduit avec de légers remaniements dans les livres de Comeau et de Tousignant.
  31. Plusieurs auteurs ont nuancé la « grande noirceur » d'avant 1960 et le caractère présument radical de la « Révolution tranquille ». Voir G. Paquet, *Oublier la Révolution tranquille. Pour une nouvelle*
- socialité*, Montréal : Liber 1999 ; Alain Gagnon et Michel Sarra-Bournet, dir., *Duplessis. Entre la grande noirceur et la société libérale*, Montréal : Québec-Amérique, 1997 ; Gilles Bourquet *et al.*, *La société libérale duplessiste*, Montréal : PUM, 1994 ; Claude Couture, *Le mythe de la modernisation du Québec*, Montréal : Méridien, 1991 ; Léon Dion, *Québec 1945-2000*, tome 2, Ste-Foy : PUL, 1993.
  32. On en trouvera le texte légèrement remanié dans J.-P. Wallot, *Un Québec qui bougeait. Trame socio-politique du Québec au tournant du XIX<sup>e</sup> siècle*, Montréal : Boréal, 1973, pp. 47-105.
  33. Elle sera publiée tardivement en 1970 (*La nation « canadienne » et l'agriculture (1760-1850)*, Trois-Rivières : Boréal, 1970).
  34. *Un Québec qui bougeait*, p. 158.
  35. F. Ouellet, « M. Michel Brunet et le problème de la Conquête » *Bulletin des recherches historiques* (1956), pp. 92-101.
  36. J. Hamelin et F. Ouellet, « La crise agricole dans le Bas-Canada, 1802-1837 » *Rapport annuel de la Société historique du Canada 1962*, Ottawa : SHC, 1963, pp. 17-33, et « Le mouvement des prix agricoles dans la province de Québec, 1760-1851 » in C. Galarneau et E. Lavoie, dir., *France et Canada français du XVI<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle*, Québec : PUL (1966), pp. 35-48.
  37. Voir note 24.
  38. À ce sujet, voir notamment Pierre Tousignant, *La genèse et l'avènement de la Constitution de 1791*, thèse de PH. D. manuscrite, Univ. de Montréal, 1971, et mon *Québec qui bougeait*.
  39. F. Ouellet, *Le Bas-Canada, 1791-1840*, Ottawa : Presses de l'Univ. d'Ottawa [PUO], 1976.
  40. Les Actes en parurent dans les *Annales historiques de la Révolution française* [AHRF], n° 213 (juillet-septembre 1973), pp. 321-435.
  41. Sans énumérer ces travaux de façon exhaustive, il convient de mentionner les titres charnières : John Hare et J.-P. Wallot, *Les imprimés dans le Bas-Canada (1801-1840). Bibliographie analytique*, vol. 1: 1801-1810, Montréal : PUM, 1967, et *Confrontations / Ideas in Conflict (1806-1810)*, Trois-Rivières : Boréal, 1971 ; J.-P. Wallot, « Le régime seigneurial et son abolition au Canada », communication au colloque international de Toulouse sur la féodalité (1968), in AHRF, n° 196 (avril-juin 1969), pp. 343-371, et in *Un Québec qui bougeait*, pp. 225-251 ; *idem*, « Courants d'idées dans le Bas-Canada à l'époque de la Révolution française » *L'information historique*, 30 (1968), pp. 23-29, 70-78 ; « Le Canada et la Révolution atlantique : une problématique » *AHRF*, n° 213 (juillet-septembre 1973), pp. 428-435 et *Un Québec qui bougeait*, pp. 319-325 ; « La Révolution américaine et le Québec » in *Actes du colloque international sur « La Révolution américaine et l'Europe »*, Paris : CNRS, 1980, pp. 527-544 ; « Nationalism and Ideologies in Quebec » in John Clarke et Sid F. Wise, dir., *Aspects of the Constitutional Debate : 1981*, Ottawa : Carleton University Institute of Canadian Studies, 1982, pp. 109-138 ; J.-P. Wallot et J. Hare, « Les imprimés au Québec (1760-1820) » in Yvan Lamonde, dir., *L'imprimé au Québec. Aspects historiques 18<sup>e</sup>-20<sup>e</sup> siècles*, Québec : IQRC, 1983, pp. 77-125 ; J.-P. Wallot,
- « Frontière ou fragment du système atlantique : des idées étrangères dans l'identité coloniale », *Historical Papers / Communications historiques* 1983, Ottawa : SHC, 1984, pp. 1-29 ; « Malthus et sa diffusion au Canada au début du XIX<sup>e</sup> siècle » in A. Fauve-Chamoux, dir., *Malthus hier et aujourd'hui. Congrès international de démographie historique, CNRS mai 1980*, Paris : CNRS, 1984, pp. 107-116 ; J.-P. Wallot et J. Hare, « Le livre au Québec et la librairie Neilson au tournant du XIX<sup>e</sup> siècle » in C. Galarneau et M. Lemire, dir. *Livre et lecture au Québec (1800-1850)*, Québec : IQRC, 1988, pp. 93-112 ; J.-P. Wallot, « La Révolution française à travers les écrits historiques canadiens du XIX<sup>e</sup> siècle à la seconde guerre mondiale » in Pierre H. Boulle et R. A. Lebrun, dir. *Le Canada et la Révolution française*, Montréal : Centre interuniversitaire d'études européennes, 1989, pp. 15-32, aussi « La Révolution française au Canada, 1789-1838 » in M. Grenon, dir., *L'image de la Révolution française au Québec (1789-1989)*, Montréal : HMH, 1989, pp. 61-104 et « La Révolution française, le Canada et les Droits de l'Homme (1789-1840) » *Études canadiennes [en France]*, 28 (1990), pp. 7-18.
  42. G. Paquet et J.-P. Wallot, « Groupes sociaux et pouvoir : le cas canadien au tournant du XIX<sup>e</sup> siècle » *RHAF*, 27 (mars 1974), pp. 509-564.
  43. Voir note 41.
  44. G. Paquet et J.-P. Wallot, *Patronage et pouvoir dans le Bas-Canada (1794-1812). Un essai d'économie historique*, Montréal : Presses de l'Univ. du Québec, 1973.
  45. G. Paquet et J.-P. Wallot, *Le Bas-Canada au tournant du 19<sup>e</sup> siècle : restructuration et modernisation*, Ottawa : SHC, 1988.
  46. G. Paquet et J.-P. Wallot, « Groupes sociaux et pouvoir », pp. 558-560. Cette affirmation bifurquait d'une tradition marquée par le marxisme qui voulait hypostasier le social et ignorer ou du moins minimiser les autres aspects. Voir par exemple Alfred Dubuc, « Problems in the Study of the Stratification of the Canadian Society from 1760 to 1840 » *Canadian Historical Association Annual Report 1965*, Ottawa : SHC, 1966, pp. 13-29.
  47. Il serait trop long de les citer tous. Mentionnons, à titre d'exemples, Claude Galarneau, Pierre Savard, Jean-Paul Bernard, John Hare, Yvan Lamonde, Allan Greer, Gilles Galichan, Fernand Ouellet parfois, André Cellard, Jean-Marie Fecteau, Marc Lebel, Réjean Lemoine, G. Labonté, M. Verrette, N. Baillargeon, M. Lemire, etc., sans parler d'auteurs plus anciens. On consultera avec profit Y. Lamonde et G. Galichan, dir., *L'histoire de la culture et de l'imprimé : hommages à Claude Galarneau*, Sainte-Foy : PUL, 1996, Fernande Roy, *Histoire des idéologies au Québec aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles*, Montréal : Boréal, 1993, et l'article récent de Christian Dessureault, « Conflits sociaux et élites locales au Bas-Canada : le clergé, les notables, la paysannerie et le contrôle de la fabrique » *CHR*, 80, 3 (sept. 1999), pp. 413-439.
  48. Marcel Trudel, *L'influence de Voltaire au Québec*, 2 vol., Montréal, 1945.
  49. J.-P. Wallot, « Sewell et son projet d'asservir le clergé canadien (1801) » et « La religion

- catholique et les Canadiens au début du XIX<sup>e</sup> siècle » in *Un Québec qui bougeait*, pp. 169-224 ; « Église canadienne et les laïcs au début du XIX<sup>e</sup> siècle » in Pierre Hurtubise, dir., *Le laïc dans l'Église canadienne-française de 1830 à nos jours*, Montréal : Fidès, 1972, pp. 87-91 ; « The Low Canadian Clergy and the Reign of Terror (1810) » *Canadian Catholic Historical Association, Annual Report*, 1973, pp. 53-60, ou, en français, « Le clergé québécois et la politique : le "règne de la terreur" (1810) », *Annales de Bretagne et des pays de l'Ouest*, 88, 4 (1981), pp. 457-475 ; « Pluralisme au Québec au début du XIX<sup>e</sup> siècle » in I. Beaubien et al., *Le Pluralisme. Pluralism: Its Meaning Today*, Montréal : Fidès, 1974, pp. 57-66.
50. Encore qu'il faut tenir compte d'une sévérité peut-être excessive des prêtres pour absoudre les péchés dans le premier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle (idée qui me vient de Serge Gagnon). Voir Louis Rousseau et Frank W. Remiggi, dir., *Atlas historique des pratiques religieuses. Le Sud-Ouest du Québec au XIX<sup>e</sup> siècle*, Ottawa : PUO, 1998, notamment pp. 160ss ; aussi L'Église de Montréal : aperçu historique d'hier et d'aujourd'hui, 1836-1956, Montréal : Fidès, 1986 ; Micheline D'Allaire, *Les communautés religieuses à Montréal*, tome 1 *Les communautés religieuses et l'assistance sociale à Montréal, 1659-1900*, Montréal : Méridien, 1997. Marcel Trudel avait déjà souligné les difficultés de l'Église par rapport à l'État protestant (« La servitude de l'Église catholique sous le régime anglais » *Canadian Historical Association Annual Report 1963*, Ottawa : SHC, 1964, pp. 42-64).
51. Ici encore, il serait trop long d'énumérer tous les auteurs et leurs œuvres, d'autant que ce champ de recherche déborde forcément sur l'étude de l'éducation, des institutions hospitalières, des asiles, de la bienfaisance, des associations pieuses, etc. Voir, entre autres : Lucien Lemieux, *Les années difficiles (1760-1839)*, Montréal : Boréal, 1989 ; Serge Gagnon, *Mourir hier et aujourd'hui*, Québec : PUL, 1987 ; *Plaisir d'amour et crainte de Dieu*, Sainte-Foy : PUL, 1990, *Mariage et famille au temps de Papineau*, Sainte-Foy : PUL, 1993, et les premiers chapitres de *La Revue moderne. Religion, moralité, modernité*, Sainte-Foy : PUL, 1999 ; diverses publications de Louis Rousseau, de René Hardy, etc. dans la *RHAF* et ailleurs, ainsi que de nombreuses études de C. Galarnau, Y. Lamonde, Micheline Dumont, Maurice Lemire, etc. ; l'éducation, les livres, les bibliothèques, etc. ; aussi Jean-Marie Fecteau, *Un nouvel ordre de choses : la pauvreté, le crime, l'État au Québec de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle à 1840*, Montréal : VLB, 1989 ; André Cellard, *Histoire de la folie au Québec de 1600 à 1850*, Montréal : Boréal, 1991 ; F. Boudreau, *De l'asile à la santé mentale. Les soins psychiatriques : histoire et institutions*, Montréal : Éditions Saint-Martin, 1984 ; Daniel Goulet et A. Paradis, *Trois siècles d'histoire médicale au Québec. Chronologie des institutions et des pratiques (1639-1939)*, Montréal : VLB, 1992 ; Hubert-Antoine Wallot, *Entre la compassion et l'oubli. La danse autour du fou*, Beauport : MNH, 1998 ; Rousseau, *La croix et le scalpel. Histoire des Augustines et de l'Hôtel-Dieu de Québec*, tome 1 *1639-1892*, Sillery : Septentrion, 1989.
52. Les études de Paquet et d'Albert Faucher étaient parues en 1964 dans *Recherches sociographiques* 5 (sept.-déc. 1964), pp. 277-370. J'en fis une recension favorable (« Notes de lecture : l'émigration canadienne-française en Nouvelle-Angleterre » *RHAF*, 20 (sept. 1966), pp. 293-303).
53. Pendant longtemps, on nous a demandé (ensemble ou séparément) qui faisait quoi, on spéculait sur qui avait écrit tel ou tel passage, etc. En réalité, nos travaux résultaient d'efforts conjoints empreints de franchise, de discussions parfois ardues qui nous forçaient à nous dépasser. Le texte final ne résultait jamais d'un simple collage. Il y avait véritablement « fusion ». Nos compétences et nos approches complémentaires (la modélisation, la quantification rigoureuse chez Paquet, les « faits », le souci des détails et des nuances pour moi) nous ont permis de produire des travaux plus riches et meilleurs que nous n'aurions pu le faire séparément.
54. Outre les œuvres déjà citées (« Pour une méso-histoire... », « Groupes sociaux et pouvoir » et *Patronage et pouvoir dans le Bas-Canada*), mentionnons quelques jalons importants (d'autres apparaissent dans les notes qui suivent) : G. Paquet et J.-P. Wallot, « Aperçu sur le commerce international et les prix domestiques dans le Bas-Canada (1793-1812) » *RHAF*, 21 (déc. 1967), pp. 447-473 ; « Le Bas-Canada au début du XIX<sup>e</sup> siècle : une hypothèse » *RHAF*, 25 (juin 1971), 147-168 ; « Crise agricole et tensions socio-ethniques dans le Bas-Canada, 1802-1812 : éléments pour une réinterprétation » *RHAF*, 26 (sept. 1972), pp. 185-237 ; « The International Circumstances of Lower Canada, 1786-1810 : Prolegomena » *CHR*, 53 (1972) pp. 372-401 ; « Les inventaires après décès à Montréal au tournant du XIX<sup>e</sup> siècle : préliminaires à une analyse » *RHAF*, 30 (sept. 1976), pp. 163-221 ; « Sur quelques discontinuités dans l'expérience socio-économique du Québec : une hypothèse », *RHAF*, 35, (mars 1982), pp. 483-521 ; « Rentes foncières, dîmes et revenus paysans : le cas canadien » in E. Le Roy Ladurie et J. Goy, dir., *Prestations paysannes, dîmes, rente foncière et mouvement de la production agricole à l'époque pré-industrielle [...]*, Paris : Mouton, 1982 ; « Le système financier bas-canadien au tournant du XIX<sup>e</sup> siècle » *L'Actualité économique*, 59 (sept. 1983), pp. 456-513, et *Annales E.S.C.*, 39 (nov.-déc. 1984), pp. 1299-1329 ; « Structures et niveaux de richesse dans les campagnes du Québec, 1792-1812 » in J. Goy et J.-P. Wallot, *Évolution et éclatement du monde rural. France-Québec, XVI<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles. Actes du colloque franco-québécois, Rochefort, 1982*, Paris : EHESS et PUM, 1986, pp. 239-258 ; « Stratégie foncière de l'habitant : Québec (1790-1835) », *RHAF*, 39 (printemps 1986), pp. 551-581 ; « Les habitants de Montréal et de Québec (1790-1835) : contextes géo-économiques différents, même stratégie foncière » in F. Lebrun et N. Séguin, dir., *Sociétés villageoises et rapports villes-campagnes au Québec et dans la France de l'Ouest, XVIII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles. Actes du Colloque franco-québécois, Québec, 1985*, Trois-Rivières et Rennes : PUQ, 1987, pp. 101-12 ; « Une spectographie des genres de vie dans la société rurale bas-canadienne (1792-1835) » in M. Baulant, A. J. Schuurman et Bervais, dir., *Inventaires après décès et ventes de meubles*, Louvain : Academia, 1988, pp. 245-256 ; « Les conséquences économiques en Amérique du Nord des guerres de la Révolution et de l'Empire » in A. Aerts et F. Crouzet, dir., *Economic Effects of the French Revolutionary and Napoleonic Wars*, Actes du 10<sup>e</sup> Congrès d'histoire économique, Leuven : Leuven UPI990, pp. 122-134 ; « Crédit et endettement en milieu rural bas-canadien » in G. Bouchard et J. Goy, dir., *Famille, économie et société rurale en contexte d'urbanisation (17<sup>e</sup>-20<sup>e</sup> siècles)*, Actes du colloque France-Québec sur la reproduction sociale, Paris et Chicoutimi : UQAC et EHESS, 1990, pp. 251-270 ; « Reproduction sociale et crédit en milieu rural : une approche socio-économique au cas du Québec, 1790-1835 » in R. Bonnain, G. Bouchard et J. Goy, dir., *Transmettre, Hériter, Succéder. La reproduction familiale en milieu rural. France-Québec XVIII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles*, Lyon : Presses de l'Université de Lyon, 1992, pp. 175-188 ; « La Coutume de Paris et les inégalités socio-économiques au Québec (1760-1840) : un survol » in G. Bouchard, J. Goy et A.-L. Head-König, *Problèmes de la transmission des exploitations agricoles (XVIII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles)*, Mélanges de l'École française de Rome, Rome : École française de Rome, 1998, pp. 413-421 ; « Some Price Index for Quebec and Montreal (1760-1913) » *Histoire sociale*, 31, n° 61-62 (1998) pp. 281-320.
55. G. Paquet et J.-P. Willot, « Crise agricole et tensions socio-ethniques... », « The Agricultural Crisis in Lower Canada, 1802-1812 : mise au point. A Response to T.J. A. LeGoff » *CHR*, 56 (1975), pp. 133-161, et « À propos de l'habitant québécois : le chromo vs le modèle » *Mémoires et comptes-rendus de la Société royale du Canada*, 22 (1984), pp. 205-213 ; S. Courville, « La crise agricole du Bas-Canada. Éléments d'une réflexion géographique » *Cahiers de géographie du Québec*, 24 (1980), pp. 193-224, 385-428 ; J. McCallum, *Inequal Beginnings. Agriculture and Economic Development in Quebec and Ontario until 1870*, Toronto : UTP 1980 ; R. M. McInnis, « A Reconsideration of the State of Agriculture in Lower Canada in the First Half of the Nineteenth Century » *Canadian Papers in Rural History*, 3 (1982), pp. 9-49, et R. M. McInnis et F.D. Lewis, « Agricultural Output and Efficiency in Lower-Canada, 1851 », *Research in Economic History*, 9 (1984), pp. 45-87 ; A. Greer, *Peasant, Lord and Merchant: Rural Society in Three Quebec parishes, 1740-1850*, Toronto : UTP1985, et *The Patriots and the People. The Rebellion of 1837 in Rural Lower Canada*, Toronto : UTP1993 ; L. Dechène, « Observations sur l'agriculture du Bas-Canada au début du XIX<sup>e</sup> siècle » in J. Goy et J.-P. Willot, *Évolution et éclatement du monde rural...*, pp. 189-202 ; Christian Dessureault, *Les fondements de la hiérarchie sociale au sein de la paysannerie : le cas de Saint-Hyacinthe, 1760-1815*, thèse de PH. D. manuscrite, Univ. de Montréal, 1985, et un grand nombre d'articles et de communications. Ouellet est revenu plusieurs fois à la charge sur l'existence de sa crise. Voir notamment « Le mythe de "l'habitant" sensible au marché » *Recherches sociographiques*, 17 (1976), pp. 15-132, et plusieurs de ses textes dans *Economy, Class and Nation in Quebec. Interpretative Essays*, Toronto : Copp Clark Pitman, 1991.

56. G. Paquet et J.-P. Wallot, *Patronage et pouvoir dans le Bas-Canada*, « Groupes sociaux et pouvoir... » et « Sur quelques discontinuités... » – voir note 54.
57. G. Paquet et J.-P. Wallot, « Les inventaires après décès à Montréal au tournant du XIX<sup>e</sup> siècle », « Structures sociales et niveaux de richesse dans les campagnes du Québec, 1792-1812 » *Bulletin d'histoire de la culture matérielle*, 17 (printemps 1983), pp. 25-44 ; « Les inventaires après décès : source riche pour l'étude de la culture matérielle et des genres de vie dans le Bas-Canada », *Annales de Bretagne et des pays de l'Ouest*, 95 (1988), pp. 389-400 ; « Stratégie foncière et crédit : aspects du mode de vie paysan dans le Bas-Canada (1792-1835) » in M. Amard, J. Kahk et al., dir., *Structures et dynamiques des exploitations agricoles : propriété, emploi, crédit, marché. Actes du 10<sup>e</sup> Congrès d'histoire économique, Leuven*, Paris : EHESS, 1990, pp. 5-17 ; voir autres textes dans notes 54 et 55.
58. Il serait impossible d'énumérer tous les auteurs et leurs travaux depuis la fin des années 1970. On trouvera des textes de Gérard Bouchard, Louise Dechêne, Christian Dessureault, Jacques Mathieu, Jocelyne Mathieu, Normand Séguin, John A. Dickinson, Louis Michel, Louis Lavallée, René Hardy, Jean Roy, André Lachance, Jean-Claude Robert, Claude Desrosiers, Thomas Wien, Serge Courville, Allan Greer, Serge Gagnon, Renaud Santerre, Claude Pronovost, Lise St-Georges, G. Paquet et J.-P. Wallot, etc. dans diverses publications dont les collectifs suivantes : J. Goy et J.-P. Wallot, dir., *Société rurale dans la France de l'Ouest et au Québec, XVII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles*, Montréal : Université de Montréal, 1981 ; J. Goy et J.-P. Wallot, dir., *Évolution et éclatement du monde rural. France-Québec, XVI<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles* ; F. Lebrun et N. Séguin, dir., *Sociétés villageoises et rapports villes-campagnes au Québec et dans la France de l'Ouest[...]* ; G. Bouchard et J. Goy dir., *Famille, économie et société rurale en contexte d'urbanisation (XVII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles)* ; R. Bonnain, G. Bouchard et J. Goy, dir., *Transmettre. Hériter. Succéder [...]* ; G. Bouchard, J. Goy et A.-L. Head-König, *Problèmes de la transmission des exploitations agricoles [...]* ; G. Bouchard et J. Goy dir., *Les exclus de la terre en France et au Québec, XVII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles : la reproduction familiale dans la différence*, Sillery : Septentrion, 1998 ; pour un survol, voir G. Bouchard, « La reproduction familiale en terroirs neufs. Comparaison sur des données québécoises et françaises » *Annales E.S.C.*, n° 2 (mars-avril 1993) pp. 421-451.
59. Voir notes précédentes.
60. Voir, entre autres, S. Courville, « Esquisse de la croissance des villages au Québec : le cas de l'aire seigneuriale entre 1760 et 1854 » *Cahiers de géographie du Québec*, 28 (1984), pp. 9-46, et *Entre ville et campagne. L'essor du village dans les seigneuries du Bas-Canada*, Ste-Foy : PUL, 1990.
61. Voir nos textes dans les notes précédentes, dont « Stratégie foncière de l'habitant... » et « Les habitants de Montréal et de Québec... »
62. G. Paquet et J.-P. Wallot, « Stratégie foncière et crédit : aspects du mode de vie paysan dans le Bas-Canada (1792-1835) » ; « Crédit et endettement en milieu rural bas-canadien » ; « La Coutume de Paris et les inégalités socio-économiques au Québec (1760-1840) : un survol ». Grâce à une subvention du CRSCH, nous sommes à compiler et à analyser, en collaboration avec Jean Lafleur, plus de 5,000 actes de vente de terrains et de terres dans la région de l'Assomption. Christian Dessureault et Thomas Wien travaillent sur d'autres régions.
63. Voir notamment S. Courville, dir., *Atlas historique du Québec. Population et territoire*, Sainte-Foy : PUL, 1996, et S. Courville, J.-C. Robert et N. Séguin *Atlas historique du Québec : le pays laurentien au XIX<sup>e</sup> siècle, les morphologies de base*, Sainte-Foy : PUL, 1995.
64. J'ai fait allusion à certains de leurs travaux antérieurement. Mentionnons, à titre d'exemples, Jean-Paul Bernard, *Les rébellions de 1837-1838 - Les patriotes du Bas-Canada dans la mémoire collective et chez les historiens*, Montréal : Boréal, 1983, et *Les rébellions de 1837 et de 1838 dans le Bas-Canada*, Ottawa : brochure de la SHC, 1996 ; Allan Greer, *The Patriots and the People. The Rebellion of 1837 in Rural Lower Canada* ; Chad Gaffield, dir., *Histoire de l'Outaouais*, Québec : IQRC, 1994 ; Sylvie Dépatie, C. Dessureault et Sylvio Lalancette, *Contributions à l'étude du régime seigneurial*, Montréal : HMH, 1987 ; Georges Bervin, *Québec au XIX<sup>e</sup> siècle. L'activité économique des grands marchands*, Sillery : Septentrion, 1991 ; une étude similaire en cours sur Montréal par Jean Lafleur.
65. G. Paquet et J.-P. Wallot, « Canada 1760-1850 : anamorphoses et prospective » in Robert Comeau, dir., *Économie québécoise*, Montréal : Presses de l'Université du Québec, 1969, pp. 255-300.
66. G. Paquet et J.-P. Wallot, « The International Circumstances of Lower Canada... », « Groupes sociaux et pouvoir... », « Pour une méso-histoire du XIX<sup>e</sup> siècle canadien », *Le Bas-Canada au tournant du XIX<sup>e</sup> siècle*.
67. G. Paquet et J.-P. Wallot, *Le Bas-Canada au tournant du 19<sup>e</sup> siècle : restructuration et modernisation*, pp. 4ss.
68. Voir la note 3 pour mes travaux ainsi que « Civilisation matérielle et histoire : l'exemple du Québec au XVIII<sup>e</sup> et au XIX<sup>e</sup> siècle » in *Actes du colloque international d'histoire de la culture matérielle*, Ottawa : Musée de l'homme, 1980, pp. 1-19, « Building a Living Memory for the History of Our Present : New Perspectives on Archival Appraisal » *Journal of the Canadian Historical Association 1991*, Ottawa : 1992, pp. 263-282, « Limited Identities for a Common Identity: Archivists in the Twenty-First Century », *Archivaria*, 41 (printemps 1996) pp. 6-30 et « Les archives : un lieu de conservation, de mémoire et d'information ».
69. G. Paquet, Hubert Charbonneau, Jacques Légaré et J.-P. Wallot, « La démographie historique au Canada », *Recherches sociographiques*, 8 (mai-août 1967) : 214-217 ; G. Paquet et J.-P. Wallot, « Canadian Cities as Social Technologies An Explanatory Essay » in W. Borah, J. Hardy et G.A. Stelter, dir., *Urbanization in the Americas: The Background in Comparative Perspective[...]*, Ottawa : Carleton UP 1980, pp. 57-62 ; en collaboration avec T. Ruddell et J.-P. Hardy, « Culture matérielle et société au Québec, 1792-1835 », introduction au spécial du *Bulletin d'histoire de la culture matérielle*, 17 (printemps 1983) pp. 1-23.
70. G. Paquet et J.-P. Wallot, « Nouvelle France/ Québec/Canada A World of Limited Identities », in N. Canny et A. Padgen, dir., *Colonial Identity in the Atlantic World, 1500-1800*, Princeton : Princeton UP, pp. 95-114.
71. Voir, par exemple, G. Paquet, *Oublier la Révolution tranquille. Pour une nouvelle socialité* ; J.-P. Wallot, « Nationalism and Ideologies in Quebec ».
72. J.-P. Wallot, « Histoire, science la vie », pp. 45-46.
73. G. Paquet et J.-P. Wallot, « Stratégie foncière de l'habitant », p. 552.
74. *Ibid.*, p. 555.
75. G. Paquet et J.-P. Wallot, « À propos de l'habitant québécois... », p. 207.
76. Paul-André Linteau et Jean-Claude Robert, « Propriété foncière et société à Montréal : une hypothèse » *RHAF*, 28 (juin 1974), pp. 45-65.
77. G. Paquet et J.-P. Wallot, « Stratégie foncière de l'habitant... », p. 560.



## Publications du Centre

### **Cheminements**

Mathieu, Jacques, Alain Laberge et Louis Michel, (dir.). *Espaces-temps familiaux au Canada aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles*. Avec la participation de Jacinthe Ruel, Isabelle Rodrigue, Claire Gourdeau, Tommy Guénard. Sainte-Foy, CIEQ, 1995, 90 p.

Courville, S. et B. Osborne (dir.), *Histoire mythique et paysage symbolique, Mythical History and Symbolic Landscape, Actes des colloques de Québec et de Kingston*, Sainte-Foy, CIEQ, 1997, 113 p.

### **Cheminements-conférences**

Baker, Alan R.H., « L'Union fait la force, aidons-nous les uns les autres » : *Towards a Historical Geography of Fraternal Associations in Loir-et-Cher (France) 1815-1914*, Sainte-Foy, CIEQ, 1998, 7 p.

Faulkner, Alaric, *From Pentagoet to the Old Canada Road: Finding and Delimiting Habitations of Downeast Maine*, Sainte-Foy, CIEQ, 1999, 12 p.

McCalla, Douglas, *Consumption Stories: Customer Purchases of Alcohol at an Upper Canadian Country Store in 1808-1809 and 1828-1829*, Sainte-Foy, CIEQ, 1999, 11 p.

Delpal, Bernard, *L'observation quantitative du fait religieux : les approches sérielles et les comportements « dissonants »*, Sainte-Foy, CIEQ, 1999, 6 p.

Watelet, Hubert, (dir.), *Quatre essais sur Temps et culture, Actes du séminaire international Temps et culture*, avec la participation de Douglas Hay, Chad Gaffielf, Benoît Garnot, Paul Servais, Sainte-Foy, CIEQ, 2000, 40 p.

Wallot, Jean-Pierre, *Le Bas-Canada : une histoire mouvante. Du conservatisme atavique à la rationalité limitée*, Sainte-Foy, CIEQ, 1999, 20 p.

Laboratoire de géographie historique/CIEQ  
Faculté des lettres  
Université Laval  
Sainte-Foy, Québec  
Canada G1K 7P4  
Tél.: (418) 656-7704  
Fax.: (418) 656-3960

Centre d'études québécoises/CIEQ  
Université du Québec à Trois-Rivières  
Trois-Rivières, Québec  
Canada G9A 5H7  
Tél.: (879) 376-5098  
Fax.: (819) 376-5179





# Conférences

**J**ean-Pierre Wallot est historien, spécialiste d'histoire économique et sociale. Ex archiviste national du Canada et membre de l'Institut d'études canadiennes, il est actuellement directeur du Centre de recherche en civilisation canadienne-française de l'Université d'Ottawa.

En janvier 2000, il était le conférencier invité du Centre universitaire d'études québécoises, où il présentait un bilan de ses réflexions et de ses recherches sur le Bas-Canada. Nous sommes heureux de reproduire ici cet exposé dans ce numéro spécial de Cheminements-conférences.

Ce petit recueil devrait convaincre de la richesse et de tout l'intérêt d'une réflexion historique, trop rare encore, sur le temps.

C h e m i n